LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

● RÉVOLUTION DU 1ER NOVEMBRE

La génération d'aujourd'hui appelée à préserver cet acquis historique

(P3)



● FRANCE :

De mai 68 aux mobilisations de 2026, une crise sociale, politique et identitaire sans issue ?

(Pages 8 et 9)

LA DGD SE DOTE D'UN CENTRE OPÉRATIONNEL DÉDIÉ AU SUIVI DES ACTIVITÉS DOUANIÈRES

Les Douanes algériennes à l'ère du temps réel

Dans le cadre du renforcement des efforts de l'État en matière de numérisation et de développement des méthodes de gestion, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les Douanes algériennes connaissent une véritable révolution.
La modernisation du corps des douanes est désormais une priorité stratégique, visant à garantir la rapidité de l'échange d'informations et à améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain.
Illustration concrète de cette dynamique, la Direction générale des douanes (DGD) s'est dotée, hier, d'un Centre opérationnel permettant le suivi en temps réel des différentes activités douanières et l'exploitation des données, soutenant ainsi la prise de décision au niveau de l'administration des douanes en s'appuyant sur des données précises et actualisées.

(Lire en Page 5)



● PHOSPHATE INTÉGRÉ

L'Algérie mise sur la Chine pour devenir un géant mondial des engrais

(P4)

● IMPORTATION DE SEMENCES DE POMME DE TERRE

Réception d'une cargaison de 3 220 tonnes au port de Mostaganem

(P5)

● POURSUITE DES EXACTIONS DE L'OCCUPATION SIONISTE ET DES COLONS

Cinq martyrs à Gaza et des arrestations en Cisjordanie

(P12)

EDITION N° 7883 - DIMANCHE 15 NOVEMBRE 2026 - PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREB.DZ

Microsoft fait face a une panne mondiale de plus de 12 heures



Microsoft a annoncé vendredi des progrès dans le rétablissement de ses services, après une panne mondiale qui a perturbé pendant plus de douze heures l'accès à Outlook, Microsoft 365 et Teams. Sur sa page de suivi de l'état des services, le groupe a d'abord fait état d'un « succès marginal » après l'application de correctifs et le redémarrage de certaines infrastructures. Il a ensuite indiqué que ses dernières mesures d'optimisation du trafic avaient produit des « résultats positifs en matière de stabilité des services et d'augmentation de la capacité ».

« Les opérations de rétablissement se poursuivent sur les infrastructures touchées. Nous observons les premiers signes de stabilisation, mais la capacité des services n'est pas encore revenue à son niveau normal et leur état de fonctionnement reste variable, tandis que le trafic est progressivement réintroduit de manière contrôlée », a précisé Microsoft.

L'entreprise a indiqué poursuivre la surveillance de ses services dans les différentes régions et l'évaluation des performances de ses serveurs afin d'améliorer la capacité de ses systèmes.

Ces avancées interviennent après plusieurs tentatives de rétablissement qui n'avaient pas donné les résultats escomptés.

Microsoft avait précédemment identifié l'indisponibilité inattendue de certains serveurs comme le principal facteur à l'origine de la panne, celle-ci ayant accru la pression sur les infrastructures encore opérationnelles.

L'incident a touché les boîtes aux lettres Exchange Online et perturbé l'accès à Outlook, Microsoft 365 et Teams dans plusieurs régions du monde. Selon Downdetector, les signalements aux États-Unis ont dépassé 97 000 pour Outlook, 38 000 pour Microsoft 365 et 4 500 pour Teams.

Microsoft a déclaré n'avoir connaissance d'aucune activité malveillante liée à cet incident et assuré que le rétablissement complet de ses services restait une priorité.

Le groupe s'est engagé à publier, une fois l'incident résolu, un rapport détaillant la cause de la panne et les mesures prévues pour renforcer la résilience de ses infrastructures.

Immigration clandestine : le Royaume-Uni, l'Italie et le Danemark prônent une lutte «plus globale »

Le Royaume-Uni, l'Italie et le Danemark ont appelé, vendredi, à adopter une approche « plus globale et systématique » pour lutter contre l'immigration irrégulière et les activités criminelles qui la facilitent. Dans une déclaration conjointe, les dirigeants des trois pays ont réaffirmé leur engagement à poursuivre les efforts visant à réduire les flux migratoires irréguliers à destination de l'Europe et à l'intérieur du continent, tout en reconnaissant les défis communs que pose ce phénomène. « S'appuyant sur les priorités définies à Erevan, en Arménie, les dirigeants ont souligné la nécessité d'adopter une approche plus globale, systématique et couvrant l'ensemble des routes migratoires afin de lutter contre l'immigration irrégulière et les activités criminelles qui la facilitent », indique le communiqué. Cette déclaration, également soutenue par plusieurs autres pays, a été publiée à l'issue du sommet de la Communauté politique européenne (CPE), qui s'est tenu jeudi à Dublin. Les dirigeants ont insisté sur l'importance de renforcer les capacités de préparation et de réaction afin de préserver l'intégrité des frontières, de lutter contre la désinformation, de promouvoir l'innovation et d'intensifier la coopération tout au long des routes migratoires.

Ils ont également mis l'accent sur la nécessité de mettre en place des procédures efficaces de retour et de réadmission des migrants, de renforcer le partage transfrontalier d'informations et de respecter les conventions internationales, considérées comme un pilier fondamental de la protection des personnes. « Les dirigeants ont réaffirmé leur engagement en faveur de la coopération internationale sur ces questions, notamment à travers la poursuite de leur collaboration avec l'Union européenne et le Conseil de l'Europe », conclut le communiqué.

Le Président Tebboune reçoit un message de remerciement du président de la République du Niger



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu un message du président de la République du Niger, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, dans lequel il lui a exprimé ses remerciements et sa considération pour ses sentiments de compassion et de solidarité exprimés suite au décès de son père, El Hadj Tiani Hassane. « J'ai été profondément touché par le message de condoléances que vous avez bien voulu m'adresser à la suite du décès de mon défunt père, El Hadj Tiani Hassane.

Je tiens à vous exprimer mes sincères remerciements et ma gratitude », a écrit le président nigérien dans son message.

« Je tiens à exprimer ma reconnaissance et ma gratitude au président algérien pour ce geste de solidarité, qui témoigne de la solidité des excellentes relations qui unissent nos deux pays », a-t-il ajouté.

Centrafrique : le mandat de la Mission de l'ONU prorogé jusqu'en novembre 2027

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité, le 12 novembre 2026, la résolution 2836 qui proroge jusqu'au 15 novembre 2027, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Les Nations unies ont également décidé de réduire les effectifs des casques bleus déployés sur le terrain. La précédente résolution avait retenu 17 045 militaires et policiers pour composer les casques bleus de la Minusca mais cet effectif passe à 14265 avec le nouveau mandat.

Selon le nouveau texte, la Minusca doit continuer à appuyer le gouvernement centrafricain dans la protection des civils, la stabilisation et le renforcement des conditions sécuritaires du pays.

Le Conseil de sécurité charge également à travers ce nouveau mandat, la mission onusienne d'œuvrer à restaurer rapidement l'autorité de l'État dans tout le pays et surtout « dans les zones frontalières reculées où les conditions de sécurité sont fragiles ». La Mission est également appelée a commencé à transférer au gouvernement centrafricain, les tâches sécuritaires.

La résolution précise que ce transfert doit se faire de manière « ordonnée, progressive, subordonnée à la réalisation de certaines conditions, assorti de mesures concrètes et axé sur les résultats ».

La Minusca est déployée en Centrafrique depuis 2014 et l'ONU note une amélioration de la situation politique et sécuritaire même s'il y a toujours de l'insécurité dans les régions nord et est du pays.

Les Nations Unies soulignent qu'il y a aussi des avancées dans les opérations de désarmement et de démobilisation des groupes armés. Environ 2000 combattants ont été enrôlés par le processus mais l'ONU indique que le pari de leur réinsertion n'est pas encore gagné.

La Centrafrique qui partage une frontière avec le Soudan est également affectée par la guerre qui s'y déroule.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné les liens entre certains groupes armés centrafricains et les des Forces de soutien rapide (FSR), l'un des belligérants de la crise soudanaise.

La Minusca a été déployée en Centrafrique quelques mois après la chute du président François Bozizé en 2013.

Il avait été renversé par le mouvement rebelle armé des Séléka qui a porté à la tête du pays Michel Djotodia. La Centrafrique a alors connu une vague de violence opposant les Séléka aux anti-Balaka, une milice proche du président déchu.

La turquie et le Qatar renforcent leur coopération



Lors de son entretien avec l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdogan, a déclaré que l'accord de défense mutuelle qu'ils ont signé vendredi ajouterait une nouvelle dimension à leur fraternité, tandis que l'accord de partenariat économique et commercial, entré en vigueur l'année dernière, rapprochait encore plus les deux pays de leur objectif de volume commercial mutuel. Selon le communiqué de la direction de la Communication de la présidence turque, le président turc Erdogan a reçu l'émir du Qatar, le Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, en visite en Türkiye, au bureau présidentiel de Dolmabahçe à Istanbul. Au cours de cette rencontre, Erdogan et Al Thani ont abordé les relations bilatérales entre la Türkiye et le Qatar, ainsi que les développements régionaux et mondiaux.

Le président turc Erdogan a souligné, lors de cet entretien, que l'accord de défense mutuelle signé aujourd'hui entre la Türkiye et le Qatar ajouterait une nouvelle dimension à leur fraternité, et que l'accord de partenariat économique et commercial, entré en vigueur l'année dernière, rapprochait un peu plus les deux pays de leur objectif de volume de commerce bilatéral. Erdogan a également indiqué que la Türkiye s'efforçait de développer et de diversifier son partenariat avec le Qatar dans le domaine de l'énergie, ajoutant que la coopération dans le secteur de l'industrie de défense se poursuivrait de façon croissante. Soulignant qu'ils continueraient à œuvrer ensemble pour empêcher le réembrasement de la guerre dans la région du Golfe, favoriser le dialogue et instaurer la paix, le président turc a noté qu'il était important de convaincre les parties de résoudre les problèmes par la diplomatie. Par ailleurs, l'entretien entre le président Erdogan et l'émir du Qatar, Cheikh Al Thani, a permis d'évoquer les attaques d'Israël contre Gaza et la situation humanitaire dans la région.

RÉVOLUTION DU 1ER NOVEMBRE

La génération d'aujourd'hui appelée à préserver cet acquis historique

Le déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954, dont l'Algérie a célébré le 72e anniversaire, constitue une "étape charnière" et un "acquis historique", indique la revue "El Djeïch" dans son dernier numéro, appelant la génération d'aujourd'hui à s'inspirer de ses "valeurs d'unité, de sacrifice, de vigilance et d'attachement à la souveraineté nationale".

"C'est avec fierté et dignité que nos têtes se dressent et que nos âmes s'arment de détermination et de conviction en commémorant, en ce début du mois de Novembre, le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution libératrice", écrit la revue El Djeïch dans son éditorial intitulé "Novembre. Serment de fidélité renouvelé, valeurs authentiques immuables".

Pour la revue, "cette étape charnière de notre Histoire nationale a incarné la volonté d'un peuple brave qui a décidé, sous la conduite d'une élite de ses fils dévoués, de briser les chaînes de l'oppression coloniale et de restaurer sa souveraineté et son indépendance au prix de tous les sacrifices".

LA GÉNÉRATION D'AUJOURD'HUI PREND SUR ELLE LA RESPONSABILITÉ DES ACQUIS HISTORIQUES INESTIMABLES

"Si la génération de Novembre a porté haut le flambeau de la libération et permis au pays de recouvrer sa souveraineté spoliée au terme d'un long parcours de militantisme et de lutte ininterrompus, offrant à cette fin des millions de glorieux Martyrs, la génération d'aujourd'hui prend sur elle la responsabilité de préserver cet acquis historique inestimable et d'œuvrer sans relâche à la consolidation de la souveraineté de notre pays, à la lumière notamment des mutations accélérées qui s'opèrent dans le monde, contribuant ainsi à rendre encore plus complexe le contexte géopolitique, sécuritaire, économique et social", indique la même source.

"Situation qui requiert de s'y adapter, de resserrer les rangs, de faire preuve de détermination mais aussi qui implique de s'inspirer des enseignements de Novembre, de ses valeurs en matière d'unité et de sacrifices, de vigilance et d'attachement à la souveraineté nationale", est-il souligné dans l'éditorial.

A ce propos, El Djeïch a rappelé la déclaration du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale dans son message à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution libératrice: "Tel est le destin de l'Algérie aux millions de Martyrs de s'ériger en bastion du patriotisme authentique, forte de la cohésion de son peuple et des fondements de ses institutions. En ce 72e anniversaire du 1er novembre empreint de sentiments de profonde considération pour le sang des Martyrs de l'Algérie, nous puisons notre détermination dans leur message.

Nous nous inclinons aujourd'hui avec déférence et reconnaissance à l'occasion de cette halte symbolique qui nourrit le sentiment de fierté et d'honneur d'appartenir à cette chère et noble Patrie. Cette commémoration renouvelée nous interpelle quant à l'impératif d'une prise de conscience des exigences de la préservation des intérêts supérieurs du pays".

L'IMPORTANCE DE CETTE RESPONSABILITÉ S'ACCROÎT DAVANTAGE AU REGARD DES TENTATIVES AUXQUELLES L'ALGÉRIE EST CONFRONTÉE

La revue relève, ainsi, que "l'importance de cette responsabilité s'accroît davantage au regard des tentatives auxquelles l'Algérie est confrontée et qui visent à porter atteinte à sa sécurité, à sa stabilité et à son unité, ainsi qu'à infléchir ses positions immuables, sa trajectoire nationale et ses acquis".

"Ces tentatives prennent des formes et des méthodes diverses qui, loin de se limiter aux seules menaces traditionnelles à la sécurité, s'étendent aussi aux guerres hybrides incarnées notamment par des campagnes de désinformation, de propagande, de manipulation et des événements jusqu'aux odieuses campagnes de sabotage dans le but de semer le trouble et d'instiller le doute sur les grandes réalisations accomplies par notre pays ces dernières années, sans oublier le recours au crime organisé sous toutes ses formes, notamment le trafic de drogue, pour saper notre société, nos valeurs authentiques et notre jeunesse ambitieuse qui constitue la force vive de la Nation", note-t-elle.

"Des plans qui, au demeurant, ont lamentablement échoué.

Ces parties qui n'ont eu de cesse d'ourdir des complots contre l'Algérie en pariant sur l'affaiblissement de la détermination de ses enfants et la division de leurs rangs, n'ont pas réussi à atteindre leurs vils desseins et demeureront impuissantes face à un peuple uni, attaché à sa Patrie et à ses constantes.

Une volonté que traduit aujourd'hui la poursuite du processus d'édification et de développement, la consolidation de la position de l'Algérie en tant que pays fort et prospère, fidèle à ses positions immuables à l'égard des justes causes dans le monde, fier de son appartenance africaine et avançant avec assurance vers un avenir empreint de sécurité et de stabilité", relève la publication.

Selon El Djeïch, "il ne fait aucun doute que les efforts déployés dans divers domaines et à tous les niveaux : politique, économique, social, diplomatique et autres, en vue de parachever le processus de construction de l'Algérie nouvelle victorieuse à pas sûrs, ne peuvent être niés que par des esprits revanchards aveuglés par leur haine et leur rancune envers notre pays".

"Il est tout aussi certain que, quoi que puissent tenter les ennemis de l'Algérie, leurs suppôts, leurs zélés serviteurs, leurs porte-voix médiatiques, les saboteurs qui ont vendu leur âme à vil prix, passés maîtres dans l'art de la trahison, de la félonie et de la servilité, ils ne pourront en aucune manière freiner la marche de l'Algérie ni influer sur la loyauté indéfectible de son peuple à la Patrie. Un peuple pleinement conscient que la bataille d'aujourd'hui est celle de la conscience par excellence", écrit la même source.

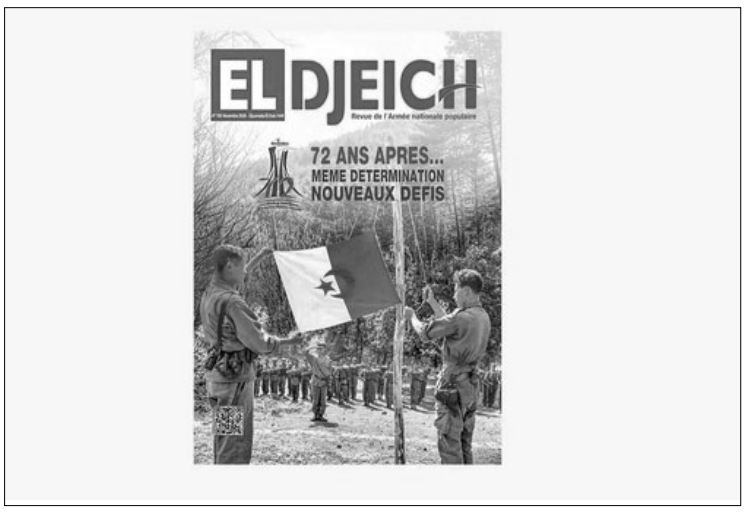
"Au coeur de cette responsabilité nationale, notre Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, dépositaire du legs des Chouhada, fidèle au message de Novembre et imprégnée des valeurs de sacrifice, de sincérité et de dévouement à la Patrie, principes qui guident sa marche et l'orientent dans l'accomplissement de ses missions constitutionnelles et nationales, poursuit avec une détermination sans faille et une volonté inébranlable le renforcement de ses facteurs de puissance et de dissuasion afin de faire face aux différentes menaces et de protéger les intérêts supérieurs de la Nation, à la lumière notamment de la conjoncture qui caractérise notre environnement régional et international ainsi que du caractère interdépendant des sources de menaces", affirme la revue.

El Djeïch relève que dans son ordre du jour adressé aux personnels de l'ANP à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP l'a rappelé en ces termes : "Notre Histoire et notre mémoire nationale ne sont ni de simples récits transmis au fil du temps ni des étapes commémoratives passagères".

"Elles constituent un pilier fondamental et un puissant moteur qui nourrit notre démarche authentique.

Nous y puisons la détermination et la volonté nécessaires pour poursuivre nos efforts au sein de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, afin d'accomplir nos missions constitutionnelles avec une grande compétence et un haut degré de professionnalisme, de préserver les intérêts vitaux et stratégiques de l'Etat et de répondre à l'engagement moral que nous dicte notre conscience envers les Martyrs de l'Algérie, depuis les résistances populaires jusqu'aux Martyrs du devoir national", a-t-il ajouté.

La revue El Djeïch, en cette occasion mémorable, a rendu "un hommage empreint de considération et de respect aux braves héros de l'Algérie qui ont



été le moteur de la Révolution et ont consenti les plus grands sacrifices pour la liberté et l'indépendance, dont les Chouhada qui ont été rappelés à leur seigneur et les Moudjahidine aux corps portant encore les stigmates des vicissitudes du combat armé, de la torture et de la barbarie coloniale".

"Nous ne manquerons pas également d'adresser nos salutations aux personnels de l'ANP qui continuent, avec dévouement et sincérité, de préserver le legs, fidèles au serment, là où ils sont déployés, sur chaque parcelle du territoire national, veillant avec la plus grande vigilance à la préservation de la sécurité et de la stabilité de l'Algérie ainsi qu'à la quiétude de son peuple en toutes circonstances", conclut El-Djeïch.

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Le Président Tebboune: «Aucun pays ne peut affronter le défi climatique seul»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, jeudi, à faire face aux changements climatiques dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, en consacrant le principe des responsabilités communes mais différenciées entre les pays du monde. Dans une allocution adressée aux participants aux travaux du Sommet des dirigeants de la 31e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 31) qui se tient à Antalya (Turquie), lue en son nom par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, le président de la République a estimé qu'"aucun pays ne peut relever seul le défi climatique, d'où l'impératif pour nous tous d'œuvrer de concert, dans un esprit de coopération, de justice et d'équité, pour une action climatique qui honore les engagements pris et ne laisse personne pour compte".

Dix ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la première évaluation mondiale a mis en évidence que l'effort collectif pour faire face aux changements climatiques "demeure en deçà" de l'objectif que nous nous sommes fixé, et que "le déficit de financement n'est pas moins important que celui enregistré en matière de réduction des émissions", a poursuivi le président de la République.

A ce propos, Monsieur le Président a réaffirmé que "la transition énergétique ne saurait être juste que si elle repose sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, respectant les processus de développement des pays, en tenant compte de leurs spécificités et en préservant leur souveraineté".

"L'Algérie, qui vit le changement climatique comme une réalité établie, frappant de plein fouet sa sécurité hydrique et alimentaire, se trouve confronté à une équation délicate, celle de la nécessité de répondre aux aspirations de notre peuple en matière de développement et d'emploi, tout en contribuant à l'effort mondial de réduction des émissions, malgré notre faible part dans celles-ci", a poursuivi le président de la République. Il a affirmé que l'approche algérienne pour répondre à cette équation "a toujours été claire et sans équivoque", à savoir que "le développement et l'action climatique ne sont nullement incompatibles, dès lors que la transition s'opère de manière souple et progressive et bénéficie du soutien nécessaire prévu par l'Accord de Paris". Le président de la République a souligné, dans ce sens, que l'Algérie a placé la lutte contre les changements climatiques "au cœur de ses politiques publiques, dans un cadre institutionnel et de planification qui ne cesse de se renforcer".

A cet effet, il a passé en revue une série de projets nationaux concrets consacrant cette voie, l'Algérie ayant entrepris, sur financement national, la réalisation de la première phase d'un programme visant à atteindre une capacité de 15.000 mégawatts en énergies renouvelables à l'horizon 2035 avec l'adoption d'une stratégie nationale de l'hydrogène.

Une attention particulière est, par ailleurs, accordée à l'efficacité énergétique et au développement du transport collectif, ainsi qu'à la réduction du torchage du gaz et des émissions de méthane, a ajouté le président de la République.

"L'Algérie poursuit ses efforts pour préserver sa sécurité hydrique, à travers le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux traitées, ainsi que la relance du projet du Barrage vert, selon une approche associant la lutte contre la désertification et le développement des zones rurales", a poursuivi le président de la République. "Nous sommes également en voie d'achever un plan national d'adaptation aux changements climatiques", a-t-il ajouté.

"Dans cette démarche, l'Algérie a soumis sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN), qui prévoit un objectif inconditionnel de réduction des émissions de 14% à l'horizon 2035, entièrement financé sur nos ressources nationales, avec notre disposition à porter ce taux à 31% dès lors qu'un soutien international serait assuré", a rappelé le président de la République.

PHOSPHATE INTÉGRÉ

L'Algérie mise sur la Chine pour devenir un géant mondial des engrais

L'Algérie est en train de jouer l'une de ses cartes les plus décisives pour l'après-pétrole. À l'est du pays, là où dorment les plus grandes réserves de phosphate du bassin méditerranéen, un mégaprojet intégré est en train de prendre forme. Un projet qui ne se résume pas à extraire une roche, mais à construire toute une chaîne de valeur : mines, usines de transformation, engrais, chemin de fer et ports. Pour réussir un chantier d'une telle ampleur, Alger a fait un choix clair de s'appuyer sur l'expertise des entreprises internationales qui possèdent une longue expérience dans ce domaine. Et la Chine, avec son géant China Harbour Engineering Company (CHEC), s'impose comme le partenaire central de cette stratégie.

Le projet de phosphate intégré de l'Est est l'un des plus ambitieux jamais lancés par l'Algérie. Il repose sur l'exploitation du gisement de Bled El Hadba, à Tébessa, l'un des plus importants au monde, avec des réserves estimées à plus de 2 milliards de tonnes. Mais l'ambition ne s'arrête pas à la mine. Le phosphate brut sera transporté, transformé à Oued Kébrit, à Souk Ahras, puis acheminé vers le port d'Annaba pour être exporté sous forme de phosphate enrichi, d'acide phosphorique et d'engrais.

C'est toute une économie régionale qui est en jeu : des milliers d'emplois directs et indirects, de nouvelles infrastructures, une dynamisation des wilayas de l'Est, et surtout, une nouvelle source de revenus en devises pour le pays, en dehors des hydrocarbures. L'objectif affiché est de faire de l'Algérie l'un des trois premiers exportateurs mondiaux d'engrais phosphatés à l'horizon 2030.

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE SCELLÉ À ALGER

C'est dans ce contexte que le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné, jeudi à Alger, avec le président du Conseil d'administration de la société China Harbour Engineering Company (CHEC), Bai Yinzhan, les moyens de renforcer la coopération avec le groupe Sonatrach.

La rencontre, qui s'est déroulée en présence du président-directeur général du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et de plusieurs cadres du secteur, a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux réalisés par la société chinoise. Au cœur des discussions : la réalisation des infrastructures portuaires du quai minéralier du port d'Annaba, dans le cadre du projet de phosphate intégré. Ces travaux sont réalisés par CHEC au titre d'un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC, Engineering, Procurement and Construction), conclu avec Sonatrach le 12 août 2026. Ce quai n'est pas un simple aménagement portuaire. Il est la porte de sortie du projet. Sans lui, le phosphate transformé ne peut pas atteindre les marchés internationaux. Il s'agit d'une infrastructure de grande capacité, conçue pour recevoir et charger le phosphate enrichi, les engrais et les produits connexes à destination des marchés national et international.

ANNABA, LE POUMON LOGISTIQUE DU PROJET

Les infrastructures portuaires d'Annaba revêtent une importance stratégique dans la chaîne logistique du projet. Elles doivent garantir la fluidité, la rapidité et la sécurité des opérations d'exportation. Avec des capacités de chargement adaptées aux grands vraquiers, le nouveau quai minéralier permettra à l'Algérie de rivaliser avec les grands acteurs mondiaux comme le Maroc, la Chine et la Jordanie.

Pour CHEC, qui a construit des ports dans plus de 90 pays, le défi est à la hauteur de sa réputation. Dragage, construction de digues, quais, convoyeurs, silos de stockage : l'entreprise chinoise mobilise son savoir-faire en matière de grands projets portuaires.

À cette occasion, M. Arkab a souligné l'importance stratégique du projet de phosphate intégré pour la valorisation des ressources nationales et le développement des industries de transformation. Il a insisté sur la nécessité de respecter les délais contractuels et les normes de qualité, et de renforcer la coordination entre les différents partenaires afin de garantir la réalisation des infrastructures portuaires conformément aux objectifs fixés.

Un message clair : l'Algérie ne veut plus de projets en retard. Le calendrier est serré, car les marchés de l'engrais sont en pleine tension mondiale, avec une demande croissante en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les entretiens entre Alger et Pékin ne se sont pas limités au phosphate. Ils ont également porté sur les perspectives de coopération dans d'autres projets, notamment la réalisation d'un quai au port de Skikda destiné au chargement du gaz naturel liquéfié (GNL) et aménagé pour accueillir des méthaniers de grande capacité.

Cette extension est significative. Elle montre que la coopération algéro-chinoise est en train de passer d'une logique de contrats ponctuels à une logique de partenariat global.



Les deux parties ont également évoqué les possibilités de partenariat et d'investissement dans des projets industriels couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures et dans des projets de dessalement de l'eau de mer, un enjeu vital pour l'Algérie face au stress hydrique.

De son côté, le président du Conseil d'administration de la société chinoise a fait part de l'intérêt de son entreprise à renforcer sa présence en Algérie et à développer sa coopération avec le groupe Sonatrach, s'engageant à poursuivre les efforts en vue d'achever les travaux et de livrer le projet dans les délais contractuels impartis.

UN MODÈLE DE COOPÉRATION SUD-SUD

La coopération entre l'Algérie et la Chine dans le domaine du phosphate illustre un nouveau modèle de partenariat Sud-Sud. La Chine apporte le financement, la technologie, la rapidité d'exécution et une expérience acquise sur des dizaines de mégaprojets miniers en Afrique et en Asie. L'Algérie apporte la ressource, la position géographique stratégique au cœur de la Méditerranée, à quelques jours de navigation de l'Europe, et une volonté politique forte de diversifier son économie.

Mais la réussite du projet dépendra de trois conditions : le transfert de compétences vers les ingénieurs et les techniciens algériens, le respect des normes environnementales dans une région agricole sensible, et l'intégration du contenu local dans les sous-traitances. Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de poursuivre les concertations et la coordination et d'élargir les domaines de coopération et de partenariat au mieux des intérêts communs. Le phosphate de l'Est n'est donc plus un simple projet minier. Il est devenu le symbole d'une Algérie qui veut transformer ses ressources brutes en richesse industrielle, et d'une Chine qui s'impose comme le partenaire incontournable du développement des infrastructures africaines.

Hamza B.

PRODUITS AGRICOLES

L'Algérie renforce ses dispositifs de valorisation et de protection à l'étranger

L'Algérie poursuit ses efforts pour mieux identifier et valoriser ses produits agricoles de qualité, tout en renforçant leur protection sur les marchés internationaux, notamment pour des produits du terroir comme la Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche, selon une responsable du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Dans ce cadre, des cahiers des charges relatifs au label national agricole de qualité supérieure ont été finalisés pour cinq produits, à savoir la viande rouge ovine, les dattes, le safran et l'huile d'olive, et le couscous, a indiqué à l'APS Naïma Bouras, sous-directrice chargée de la labellisation au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Des ateliers techniques ont été organisés en septembre dernier à Alger, dans le cadre d'un jumelage institutionnel, pour examiner et évaluer ces cahiers des charges, a-t-elle relevé, précisant que ces ateliers visaient notamment à examiner et à consolider les critères techniques et qualitatifs nécessaires à l'obtention de ce label national officiel, destiné à mieux valoriser les produits agricoles nationaux et à renforcer leur compétitivité, notamment à l'export.

"La finalisation de ces documents représente une étape essentielle pour rendre opérationnels les signes de qualité en dotant les produits concernés de référentiels techniques et qualitatifs adaptés", a-t-elle expliqué.

Cette opération a été réalisée dans le cadre du Programme facilité d'appui aux priorités de partenariat Algérie-UE (FAPP), qui accompagne le renforcement du système national de qualité, d'accréditation et de certification.

"La mise en œuvre de ce signe de qualité contribuera à consolider le système national de labellisation et à valoriser les produits agricoles algériens, en complément des autres signes de qualité, notamment les indications géographiques (signes attestant l'origine d'un produit) et l'agriculture biologique, tout en favorisant progressivement leur rapprochement avec les référentiels internationaux", a-t-elle ajouté.

Parallèlement à la mise en place de ce cadre national, l'Algérie œuvre à renforcer la protection et la valorisation à l'international de deux produits du terroir déjà labellisés : Deglet Nour de Tolga et la figue sèche de Beni Maouche.

Pour la Deglet Nour de Tolga, cette démarche est menée dans le cadre de la coopération entre l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), a mentionné la même responsable.

"Cette démarche permet d'assurer la protection internationale du produit et d'accompagner sa commercialisation via SILAT, la plateforme commerciale de l'OMPI", a-t-elle fait savoir, précisant que la Deglet Nour sera ainsi commercialisée en tant que datte algérienne reconnue et bénéficiant d'une indication géographique nationale, tout en étant protégée contre l'usurpation, dans l'attente de sa certification internationale officielle. La responsable a indiqué, à ce propos, que le ministère de l'Agriculture devra engager une procédure administrative en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et celui de l'Industrie, afin de se conformer à l'Acte de Genève, qui prévoit une protection internationale des appellations d'origine et des indications géographiques.

Par ailleurs, la Deglet Nour a fait l'objet d'une mise à jour dans le "Codex Alimentarius" (code alimentaire mondial élaboré par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture-FAO et l'Organisation mondiale de la santé-OMS), passant de la classification de datte sèche à celle de datte molle ou demi-molle, conformément à ses caractéristiques réelles.

"Cette révision, qui tient compte des spécificités qualitatives des dattes algériennes, renforce sa protection juridique et sa valeur sur les marchés internationaux", s'est félicitée Mme Bouras. S'agissant de la figue sèche de Beni Maouche, l'Algérie l'a choisie comme produit prioritaire dans le cadre du programme mondial OCOP (One Country, One Priority Product - Un pays, un produit prioritaire) de la FAO, aux côtés d'autres produits retenus par les pays participants, à l'instar du palmier dattier choisi par l'Irak et du café par l'Arabie saoudite, a-t-elle indiqué.

Déployée dans plus de 70 pays, cette initiative vise à promouvoir des systèmes alimentaires durables à travers le développement de chaînes de valeur vertes, la réduction des intrants chimiques et la limitation des impacts environnementaux, a-t-elle fait savoir.

Dans ce cadre, des actions sont prévues pour améliorer la commercialisation internationale de la figue sèche de Beni Maouche et valoriser davantage ce produit du terroir déjà labellisé au niveau national.

Une coopération avec la Turquie se poursuit également dans ce cadre, à travers l'organisation de formations au profit des acteurs de la filière.

R.N.

LA DGD SE DOTE D'UN CENTRE OPÉRATIONNEL DÉDIÉ AU SUIVI DES ACTIVITÉS DOUANIÈRES

Les Douanes algériennes à l'ère du temps réel

Dans le cadre du renforcement des efforts de l'État en matière de numérisation et de développement des méthodes de gestion, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les Douanes algériennes connaissent une véritable révolution. La modernisation du corps des douanes est désormais une priorité stratégique, visant à garantir la rapidité de l'échange d'informations et à améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain.



Illustration concrète de cette dynamique, la Direction générale des douanes (DGD) s'est dotée, hier, d'un Centre opérationnel permettant le suivi en temps réel des différentes activités douanières et l'exploitation des données, soutenant ainsi la prise de décision au niveau de l'administration des douanes en s'appuyant sur des données précises et actualisées.

La cérémonie d'inauguration de ce Centre, qui s'est déroulée à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, a été présidée par le ministre des Finances, Mohammed Lamine Lebbou, en présence du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, du Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouche, du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, ainsi que de représentants des corps de sécurité.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts visant à moderniser le corps des douanes, à renforcer ses capacités opérationnelles et à développer le système de contrôle douanier, en vue de garantir la rapidité de l'échange d'informations et d'améliorer l'efficacité des interventions. Elle vise également à renforcer les efforts de l'Etat en matière de numérisation et de développement des méthodes de gestion, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-on souligné.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le DG des Douanes a souligné que les mutations accélérées de l'environnement économique et commercial, conjuguées à "la diversification des modes de fraude et de contrebande et aux tentatives d'atteinte à l'économie nationale, imposent de poursuivre le développement des outils de travail, de renforcer les capacités de réponse rapide et efficace et d'ancrer la culture du travail proactif fondée sur la vigilance, la coordination et l'échange d'informations". Il a, en outre, indiqué qu'un service chargé de l'activité opérationnelle des douanes a été mis en place début 2024. Ce service constitue le noyau d'un système opérationnel intégré, soutenu par des Centres opérationnels régionaux et locaux, permettant de renforcer la communication, la coordination et le suivi de l'activité opérationnelle, "ce noyau a depuis évolué pour devenir aujourd'hui un Centre opérationnel à part entière". S'agissant des missions de ce Centre, il a expliqué que celui-ci est chargé de collecter, 24H/24, les informations transmises par les Centres opérationnels régionaux, de suivre l'activité des différents services et d'élaborer des bulletins de renseignement ainsi que des rapports périodiques destinés aux hautes autorités. Il assure également le signalement immédiat de toute information présentant un caractère urgent, permettant ainsi de suivre les évolutions sur le terrain et d'y réagir en temps opportun.

Cette structure est également destinée à orienter et à suivre le travail des équipes opérationnelles des Douanes, "à même de renforcer la rapidité des interventions et l'efficacité de la lutte contre les plans des réseaux de contrebande et de criminalité organisée transfrontalière", a ajouté le Général-Major Bakhouche, soulignant l'importance de cette nouvelle infrastructure dans la gestion des situations d'urgence et des interventions sur le terrain.

Il a également indiqué que ce Centre permet d'avoir une vision globale de l'activité douanière, tout en garantissant la transmission immédiate des informations, notamment celles présentant un caractère urgent, soulignant qu'il s'agit d'"une avancée qualitative" dans le processus de modernisation des services des Douanes, de renforcement de leur niveau de préparation et de consolidation de leur rôle dans la protection de l'économie nationale.

Lors de cette rencontre, une vidéo consacrée à l'activité douanière et au Centre opérationnel des Douanes a été projetée. L'application dédiée au suivi et à l'analyse de l'activité des équipes opérationnelles des Douanes a également été présentée.

La rencontre a été suivie d'une visite du Centre, au cours de laquelle des explications détaillées ont été fournies sur son fonctionnement et les missions qui lui sont assignées.

Hamza B.

IMPORTATION DE SEMENCES DE POMME DE TERRE :

Réception d'une cargaison de 3 220 tonnes au port de Mostaganem



Suite à la pénurie de pomme de terre ayant provoqué des tensions marquées sur les prix de la pomme de terre en ce mois de novembre 2026, bien que le gouvernement ait fixé début octobre 2026 un prix plafonné réglementé de 80 à 90 DA/kg au détail (et 60 à 70 DA/kg à la production), les tarifs ont largement dépassé ces montants sur les marchés, atteignant parfois 150 DA/kg ou plus là où le produit est disponible. Pour soutenir la filière et faire face aux tensions d'approvisionnement et stabiliser les prix sur le marché local, une campagne d'importation de semences de ce produit a débuté il y a quatre jours, avant l'arrivée de la première cargaison au port de Mostaganem.

Coïncidant avec le lancement officiel de la campagne d'importation à l'échelle nationale, le 10 novembre courant, le port de Mostaganem a réceptionné les premières cargaisons de semences de pomme de terre importées pour la campagne agricole 2026/2027, soit un volume de 3 220 tonnes. Dans un communiqué l'Entreprise portuaire de Mostaganem a annoncé l'arrivée de cette cargaison en précisant que le navire commercial « BOYANG CAPELLA » a accosté au poste n° 07, situé sur le quai sud-ouest du port, constituant le premier arrivage de plants de pomme de terre pour la nouvelle saison.

Il y a lieu de noter que la même source a ajouté que cette opération a été précédée de préparatifs logistiques et de coordination. Ces derniers ont notamment inclus une réunion avec les agents maritimes et les opérateurs économiques du secteur, visant à définir le programme opérationnel de la saison et à établir les dispositions nécessaires pour la réception et le traitement des cargaisons, garantissant ainsi la fluidité des opérations d'importation.

Il y a lieu de relever le rôle central que joue le port de Mostaganem dans la réception des importations algériennes de plants de pomme de terre. Cette position est favorisée par sa situation géographique, qui lui permet de desservir plusieurs wilayas à vocation agricole, ainsi que par l'expertise acquise par les équipes de manutention dans la gestion de ce type de marchandises, notamment les cargaisons palettisées transportées par des navires frigorifiques. De plus, l'entreprise portuaire de Mostaganem a aussi réaffirmé son engagement à mobiliser ses ressources humaines, matérielles et logistiques afin d'assurer la prise en charge des opérations d'importation de plants de pomme de terre et de contribuer à la réussite de la campagne agricole 2026/2027.

Il faut savoir que ces importations visent à préparer les prochaines plantations, à soutenir la production nationale et à atténuer les tensions d'approvisionnement et de prix sur le marché local.

Et il ne faut pas aussi oublier que l'importation de semences de pomme de terre (destinées à la multiplication ou à la reproduction) est strictement réglementée, dans la mesure où, elle nécessite une autorisation technique préalable d'importation délivrée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, via la direction de la Protection des végétaux et des contrôles techniques (DPVCT). Ceci, sans oublier également la présentation de documents clés, à savoir la copie de l'agrément (vente ou production de semences), facture proforma, et attestation de certification.

Le rôle des semences (ou tubercules-plants) de pomme de terre est fondamental dans la chaîne agricole. Contrairement à beaucoup d'autres cultures issues de vraies graines, la pomme de terre se multiplie par voie végétative (à partir d'un tubercule ou « semenceau ».

C'est le premier maillon de la production ; la vigueur du plant détermine directement la qualité et la quantité de la récolte future.

Concernant la garantie de la santé et de la sécurité sanitaire des semences, ces dernières sont certifiées en étant contrôlées par des organismes officiels comme le CNCC en Algérie) pour garantir qu'elles sont indemnes de virus, de bactéries (comme la pourriture brune) et de champignons (mildiou, rhizoctone).

Saïd Ben

GALERIE «EZZOU'ART» D'ALGER :

Une exposition en hommage à l'artiste peintre Bettina Heinen-Ayech

Une exposition-hommage à l'artiste peintre allemande, Bettina Heinen-Ayech, a été inaugurée jeudi soir à Alger, sous l'intitulé «Bettina, dans nos cœurs», présentant une trentaine d'aquarelles réalisées par la poétesse, peintre et romancière Inam Bioud.



S'étalant jusqu'au 3 décembre prochain à la galerie «Ezzou'Art» à Alger, cette exposition réunit, sur l'ensemble des tableaux exposés, six dessins sur papier de Bettina HeinenAyech qu'elle joignait aux correspondances qu'elle envoyait à son amie, Inam Bioud, conceptrice et organisatrice de cet hommage. Inspirée par l'univers artistique de la peintre allemande, dont la sensibilité «entre en résonnance» avec sa créativité foisonnante, Inam Bioud, poétesse des formes et des couleurs, s'est investie dans un travail minutieux de juxtaposition de ses œuvres avec celles de «Bettina», prolongeant ainsi dans le temps l'œuvre de son amie algérienne d'adoption.

Datant essentiellement de 2019 à 2021 (à l'exception de deux œuvres réalisées en 2005), les aquarelles d'Inam Bioud, réalisées «loin du genre abstrait certes», mais dans un «croisement subtil de courants artistiques dont celui du figuratif», sont empreintes par le souvenir et la nostalgie, renvoyant à différentes tranches de vie qu'elle a partagées avec Bettina.

Ainsi, le travail judicieux de juxtaposition, qui concerne une vingtaine d'aquarelles d'Inam Bioud, a été présenté sous le titre commun de «Bettina, de mémoire», appuyé par une recherche de couleurs vives mais apaisantes, également retrouvées dans «Paysage marin», «Au bord de la Marne» et «Tulipe». Les six œuvres de Bettina, quant à elles, à l'image de «Composition florale», «Paysage de la Maouna» et «Paysage de Guelma», font clairement office, au regard du visiteur, de source d'inspiration aux autres aquarelles exposées dans le même élan et la même âme. Pour rappel, Bettina Heinen-Ayech (1937-2020), artiste peintre allemande, découvre l'Algérie en 1969 et en fait sa terre d'adoption. Fascinée par ses paysages, sa lumière et ses couleurs, elle développe un style pictural original aux touches vives et lumineuses, exprimant et immortalisant avec passion son profond attachement à l'Algérie et à sa beauté.

PROGRAMMÉ DU 8 AU 13 DÉCEMBRE À TINDOUF

Préparation du Festival national du monologue et des arts dramatiques

La wilaya de Tindouf abritera, du 8 au 13 décembre prochain, la cinquième édition du Festival culturel national du monologue et des arts dramatiques, placée sous le slogan «L'âme qui s'exprime, révélation et créativité», a-t-on appris, auprès du commissariat du festival. Le commissaire du festival, Idriss Benhadid, a indiqué que le programme de cette manifestation culturelle, dédié à la mémoire de l'artiste défunt Ismaïl Boughnama, prévoit la présentation de plusieurs spectacles théâtraux, ainsi que l'organisation de rencontres artistiques, d'activités culturelles et d'ateliers de formation au profit des participants.

Il a ajouté que les œuvres théâtrales en compétition seront réalisées par un jury composé d'universitaires et de spécialistes du domaine théâtral.

Dans le même contexte, il a souligné que cette édition est dédiée à l'artiste défunt Ismaïl Boughnama, en hommage à ses contributions au théâtre national, à ses œuvres artistiques et à son parcours dans le domaine de l'interprétation, ainsi qu'à son riche répertoire créatif, notamment dans le domaine de l'écriture théâtrale.

Il a également affirmé que les préparatifs relatifs à l'établissement des listes des troupes participantes, des invités et des bénéficiaires des ateliers de formation étaient achevés, en vue d'assurer la réussite de cette manifestation culturelle, qui vise à promouvoir l'activité théâtrale et à encourager la créativité artistique.

SALON INTERNATIONAL D'ALGER DE L'OPTIQUE ET DE LA LUNETTERIE :

Le savoir-faire national à l'honneur

Plus de 75 exposants, représentant les professionnels du domaine de l'optique et de la lunetterie, se sont regroupés, jeudi passé à Alger, à l'École Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger (ESHRA). Entre fournisseurs d'appareils de dernière génération, utilisés dans la conception, la découpe et l'élaboration de verres, de produits nettoyants, ainsi que de tous types de montures, les acteurs de ce secteur ont multiplié les échanges et les discussions ciblant l'établissement de partenariats, le partage d'expertise et la découverte des nouveautés en la matière. Dans une déclaration à El Moudjahid, Rachid Hessas, commissaire de cette 21e édition du Salon International de l'Optique et de la Lunetterie d'Alger, nous a indiqué que cet événement, devenu le rendez-vous incontournable dans le domaine de l'optique et de la lunetterie, vise à attirer plus de 5.000 visiteurs. « Cette plate-forme réunit les fournisseurs d'appareils, les fabricants de verres et de liquides de nettoyage, qui représentent des marques nationales et internationales. Ce salon leur donne la possibilité, non seulement d'établir des partenariats, mais aussi de découvrir toutes les nouveautés du domaine », a-t-il expliqué. « Ici, des médecins spécialistes, des opticiens, des fournisseurs, des étudiants et des représentants d'établissements hospitaliers (publics et privés) se rencontrent dans le but d'échanger leurs expertises et leurs expériences. Ils visent tous un seul objectif : participer au développement de ce domaine en Algérie », a souligné Rachid Hessas. Un fabricant de plusieurs types de liquides utilisés dans le nettoyage des verres affirme que ce produit, distribué de nos jours aux quatre coins du pays, est d'une production 100 % locale. « Nous produisons un liquide nettoyant de haute qualité. Il est antibactérien, dégraissant et sèche rapidement. Lorsque vous l'utilisez, les couches de vos verres resteront intactes et ne seront pas abîmées », a expliqué l'un des gérants de la marque.

NAÂMA :

Plus de 6 200 hectares ciblés pour les labours-semailles de céréales

La campagne de labours semailles de la saison agricole 2026-2027, lancée récemment dans la wilaya de Naâma, porte sur une superficie globale de plus de 6 200 hectares consacrés à la culture des différentes variétés de céréales, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

La superficie ciblée se répartit entre plus de 4 150 hectares destinés à la culture du blé dur, du blé tendre et du triticale, et plus de 2 050 hectares réservés à la culture de l'orge, avec un rendement prévisionnel moyen estimé à environ 50 quintaux à l'hectare.

Afin d'assurer le bon déroulement de cette campagne et d'atteindre les objectifs fixés, les services agricoles ont mobilisé différents moyens matériels et logistiques, notamment des tracteurs agricoles et des semoirs. Ils ont également assuré la disponibilité de plus de 3 500 quintaux de semences et de plus de 5 500 quintaux d'engrais, en vue d'accompagner les agriculteurs et de réunir les conditions nécessaires à la réussite de la campagne, selon la même source.

Par ailleurs, un guichet unique a été ouvert au niveau de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), au chef-lieu de wilaya, ainsi que deux annexes dans les communes de Mécheria et d'Aïn Sefra. Cette démarche vise à rapprocher les services des agriculteurs et à les accompagner dans l'acquisition des semences, des engrais et des autres intrants nécessaires aux opérations de travaux et de semailles, indique-t-on auprès de la CCLS.

Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage des céréales, quatre centres de stockage de proximité ont été mis en service dans la wilaya de Naâma au cours de l'année en cours, avec une capacité globale estimée à 200 000 quintaux.

Enfin, la réception de trois autres centres est également prévue, ce qui permettra de rapprocher les points de collecte des exploitations agricoles et d'améliorer les conditions de collecte et de stockage des récoltes.

ORAN :

Seor lance une campagne de détection des fuites d'eau et des branchements illicites

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a lancé une campagne de terrain visant à détecter les fuites d'eau et les branchements illicites à travers les différentes communes de la wilaya, en s'appuyant sur la technologie du géoradar, dans le cadre de ses efforts visant à réduire les pertes d'eau et à améliorer le rendement des réseaux de distribution. Le responsable du centre commercial chargé des eaux non facturées, Habib Douadji, a indiqué à la presse, en marge du lancement de cette campagne, que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de la société visant à intensifier les opérations de contrôle sur le terrain des réseaux et à rechercher les différentes anomalies à l'origine des pertes d'eau ou de son exploitation de manière illégale. Il a ajouté que cette campagne repose sur la technologie du géoradar, considérée comme l'un des moyens technologiques modernes utilisés pour explorer le sous-sol. Cette technique permet de collecter des données sur les infrastructures et les réseaux enterrés et de contribuer à la localisation des éventuelles fuites, facilitant ainsi l'orientation des équipes d'intervention vers les sites concernés et la prise des mesures nécessaires pour remédier aux anomalies constatées. Cette technologie, qui constitue une alternative technologique avancée aux méthodes traditionnelles de détection, permet d'améliorer les opérations de recherche des défauts et des fuites dont la localisation peut s'avérer difficile par les moyens classiques. Elle contribue également à réduire les opérations de creusement exploratoire et à orienter plus efficacement les interventions des équipes de maintenance, a précisé le même responsable.

EUCOCO 2026 :

L'Algérie réaffirme son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui

Le vice-président du Conseil de la nation, Salim Belhasrouf, a réaffirmé, au nom du Parlement algérien, le soutien de l'Algérie aux revendications du peuple sahraoui pour l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination, ainsi que sa position immuable contre toute forme de colonialisme.



Lors de sa participation, vendredi à Madrid (Espagne), aux travaux de la Conférence parlementaire tenue à la veille de la 50e conférence de la Coordination européenne des comités de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), M. Belhasrouf a indiqué que les représentants du peuple algérien "apportent leur soutien aux membres de la Coordination européenne et à toutes les organisations conscientes du danger du mouvement colonial qui sème les graines du mal partout où il pose le pied", selon un communiqué du Conseil de la nation. "Chaque action de solidarité constitue, en substance, un rempart contre les demi-solutions, un témoin des dépassements et une garantie pour que la cause reste vivante dans les consciences tout en reflétant la vérité face aux narratifs mensongers", a-t-il souligné. "Tout soutien renouvelé à la cause sahraouie constitue une garantie d'un dénouement prochain de la tragédie des Sahraouis et de la disparition du dernier vestige du colonialisme en Afrique", a-t-il ajouté. Réaffirmant la position algérienne indéfectible, le vice-président du Conseil de la nation a précisé que "l'Algérie demeure fidèle à son engagement de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui frère", une position "qui découle des principes immuables de la politique étrangère algérienne, opposée à toutes les formes de colonialisme". Il a, en outre, souligné que "l'Algérie déploie ses efforts, dans le cadre de la diplomatie officielle et parlementaire, en faveur d'un règlement politique de la question et du rétablissement de la pleine souveraineté sur le territoire de la République sahraouie indépendante, conformément aux aspirations du peuple sahraoui et à sa libre volonté". M. Belhasrouf s'est félicité du soutien croissant manifesté à l'échelle mondiale, par des Etats et des organisations internationales qui réclament l'application des résolutions et décisions pertinentes des Nations unies (ONU), saluant la coopération parlementaire internationale et régionale visant à empêcher toute déviation de la question de son cadre juridique approprié. A cet égard, il a appelé à veiller à ce que la question sahraouie demeure dans son cadre onusien légitime, en tant que question de décolonisation qui ne saurait être réglée que par l'organisation d'un référendum d'autodétermination. A noter que les travaux de cette conférence parlementaire ont débuté vendredi à Madrid, avec la participation de centaines de parlementaires solidaires de la cause sahraouie issus de différentes régions du monde, afin d'examiner les derniers développements de cette question et de renouveler le soutien des parlements nationaux au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

FACE À TOUTE TENTATIVE MAROCAINE DE S'EMPARER DE NOUVEAUX TERRITOIRES SAHRAOUIS

Le Front Polisario ne restera pas les bras croisés

Le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies, Sidi Mohamed Amar, a affirmé que le Front ne restera pas les bras croisés face à toute velléité marocaine de s'emparer de nouveaux territoires du Sahara occidental, suite à la fin du mandat de la MINURSO. "Nous, au sein du Front Polisario, savons pertinemment que si le Maroc prend ce risque et tente d'occuper davantage de notre territoire, nous y ferons certainement face et résisterons. Nous ne resterons pas les bras croisés. C'est notre terre et nous la défendrons par tous les moyens en notre possession, comme nous l'avons fait par le passé", a déclaré jeudi Sidi Amar dans un entretien accordé au site "PassBlue", spécialisé dans les questions onusiennes et les relations internationales. Par ailleurs, le responsable sahraoui a indiqué que le Front Polisario avait pris acte de la position du Royaume du Maroc, à la suite de l'échec du Conseil de sécurité des Nations unies à renouveler, le 30 octobre dernier, le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), dans laquelle Rabat a affirmé son intention de respecter le cessez-le-feu dans le territoire, exprimant l' "espoir du Front que la situation demeure calme au cours de la prochaine période". Sidi Amar a, en outre, dénoncé le fait que le Maroc ait transformé cette mission en un "paravent pour poursuivre ses politiques expansionnistes dans le territoire", alors que le peuple sahraoui attend toujours de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination.

+15% DE DÉPARTS EN UN AN :

La Tunisie face à l'épreuve de ses talents

En 2024, 53 000 Tunisiens ont rejoint les rangs des nouveaux immigrés de l'OCDE, contre 46 000 un an plus tôt. Cette hausse de 15 % fait gagner trois places à la Tunisie dans le classement des cinquante premiers pays d'origine, avec un taux d'expatriation de 4,3 pour mille habitants. Derrière ces chiffres se joue une question que les statistiques migratoires posent rarement : que vaut, pour une économie, un capital humain qui produit désormais sa richesse ailleurs ?

L'ITALIE, NOUVELLE FRONTIÈRE DE LA MOBILITÉ TUNISIENNE

C'est vers l'Italie que la courbe s'est le plus redressée. Les entrées de ressortissants tunisiens y atteignent 18 300 en 2024, contre 12 600 en 2023 et 3 700 en 2014.

Parmi les quinze premiers pays d'origine, la Tunisie enregistre la plus forte progression des flux vers l'Italie en 2024, avec 5 700 personnes supplémentaires. Le pays compte désormais 123 800 résidents de nationalité tunisienne, contre 96 000 en 2015, et 5 189 Tunisiens y ont acquis la nationalité italienne en 2024.

Ces données sont tirées des Perspectives des migrations internationales 2026, cinquantième édition publiée par l'OCDE (OECD Publishing, Paris). Le rapport ne contient pas de chapitre consacré à la Tunisie : les chiffres cités ici proviennent de ses annexes statistiques, de ses notes par pays et de ses chapitres thématiques, et la lecture proposée du point de vue du pays d'origine est celle de cet article, non celle de l'OCDE.

La France demeure l'ancrage historique. Les Tunisiens y forment, avec les Algériens et les Marocains, le trio de tête des nouveaux arrivants en 2024, avec 13 300 entrées, après 14 700 en 2023 et 16 900 en 2022. La population née en Tunisie y dépasse 500 000 personnes en 2025, contre 398 000 en 2015, et 7 250 Tunisiens ont obtenu la nationalité française en 2024.

LE MIROIR DE LA PRODUCTIVITÉ

Le rapport pose une question inhabituelle pour un texte sur les migrations : l'immigration aide-t-elle ou freine-t-elle la productivité ? Les immigrés représentent 16 % de l'emploi dans l'OCDE, trois points de plus qu'il y a dix ans, alors que la population d'âge actif de la zone doit reculer de 8 % d'ici 2060. Un diplômé des filières scientifiques et techniques sur cinq y est né à l'étranger.

Pour les pays d'accueil, la Tunisie est un réservoir de compétences ; pour Tunis, la même statistique se lit comme un transfert de potentiel productif. La conclusion centrale du rapport reste précieuse : l'immigration n'est ni favorable ni défavorable à la productivité par nature, tout dépend des politiques d'intégration et du fonctionnement du marché du travail.

Semaine boursière : 158,6 MD échangés, dont deux tiers en dix opérations

Par ailleurs, la Bourse de Tunis a livré du 9 au 13 novembre une séance en deux temps. En surface, une progression régulière : le Tunindex clôture à 18 989,99 points (+1,43%), le Tunindex20 à 8 347,45 (+1,60%) et la capitalisation atteint 46 846 MD (+1,50%). En profondeur, un déplacement de propriété a pesé davantage que la tendance elle-même.

UNE HAUSSE SAGE, UN VOLUME HORS NORME

Les capitaux traités sur la cote s'élèvent à 158,6 millions de dinars, contre 32,4 millions la semaine précédente, soit près de cinq fois plus (+389,85%). Les titres échangés bondissent de 306%, à 9,65 millions, alors que le nombre de transactions ne progresse que de 20,79%, à 10 207. Le volume a donc enflé bien plus vite que l'activité réelle, signe qu'un petit nombre d'opérations a fait l'essentiel du travail.

LE MARCHÉ DE BLOCS, VRAI CHEF D'ORCHESTRE

Dix opérations de blocs ont drainé 104,8 millions de dinars, soit 66,11% des capitaux, contre 53,7 millions pour le carnet d'ordres central. Ce dernier dépasse pourtant à lui seul le total de la semaine précédente, ce qui nuance l'effet d'optique. Delice Holding concentre 71,7 millions, devant Sotuver (28,7 millions) et la SFBT (17,8 millions). Côté investisseurs, la lecture est nette : les étrangers ont vendu pour 63,7 millions de dinars, soit 40,20% des ventes, et n'ont acheté que pour 0,48 million. Leur part dans Delice Holding passe de 3,06% à 0,03%, après la cession de 3,48 millions de titres. Les acheteurs ont été les investisseurs en titres libres (69,57% des achats), les comptes propres (23,19%) et les OPCVM (5,03%). La participation étrangère à la capitalisation s'établit à 17,32%, contre 18,89% fin 2025.

MATÉRIAUX DE BASE ET BANQUES TIRENT LA COTE

Sur le plan sectoriel, les matériaux de base signent la meilleure performance avec 8,64%, devant les banques (+2,27%), les sociétés financières (+1,91%) et les industries (+1,14%). Les produits ménagers et de soin personnel reculent de 0,68%. Au palmarès individuel, Sotemail gagne 13,17% à 3,180 dinars, devant TPR (+10,30%) et Essoukna (+7,54%). Hannibal Lease cède 4,50%, suivie de STIP (4,40%) et de Monoprix (4,39%).

LE SOMMET DE JUILLET RESTE LOIN

Le Tunindex affiche 41,19% de hausse annuelle, mais demeure près de 12% sous son record du 17 juillet (21 552,73 points). Sur l'année, les capitaux échangés atteignent 4,99 milliards de dinars (+18,29%), portés par les titres de capital (+85,19%), tandis que le compartiment obligataire recule de 32,75% et n'a brassé que 12 816 dinars cette semaine.

Le message pour les investisseurs est double. La Bourse gagne en valeur, mais sa liquidité dépend encore de quelques grandes mains. La vraie épreuve des prochaines séances sera de savoir si le carnet central, et non les blocs, saura prendre le relais.

FRANCE :

De mai 68 aux mobilisations de 2026, une crise sociale, politique et identitaire sans issue ?

Par : Salah Lakoues

De la guerre du Vietnam à Gaza, des revendications ouvrières aux mobilisations contre la vie chère, la jeunesse française rappelle qu'elle n'est indifférente ni aux injustices de son époque ni aux déséquilibres du monde.



Mais, face à cette contestation, le débat politique et médiatique semble trop souvent s'attarder sur l'identité des manifestants, leurs origines et les débordements, au détriment des causes économiques, financières et sociales qui alimentent la colère.

UNE FRANCE QUI RETROUVE LES RESSORTS DE LA CONTESTATION

Il arrive qu'une société donne le sentiment de se réveiller après plusieurs années d'accumulation des frustrations. Les événements qui traversent la France depuis l'automne 2026 semblent relever de cette dynamique. La mobilisation ne se limite plus à une revendication salariale ou à une catégorie professionnelle. Elle rassemble progressivement des jeunes, des salariés, des fonctionnaires, des retraités, des agriculteurs et des citoyens qui ne se reconnaissent plus dans les réponses apportées à leurs difficultés quotidiennes.

La journée du 5 novembre 2026 a marqué une nouvelle étape. Selon les chiffres publiés, 575 000 personnes ont manifesté d'après le ministère de l'Intérieur, tandis que la CGT en a dénombré 1,6 million. Au-delà de l'écart entre ces estimations, cette mobilisation a montré l'extension du mouvement et la convergence de plusieurs colères. Les revendications portaient notamment sur les salaires, le pouvoir d'achat, les services publics, l'emploi et les conditions de vie.

Ce mouvement ne surgit pas dans un vide politique. Il s'inscrit dans une succession de tensions qui ont marqué la France depuis plusieurs années : mouvement des Gilets jaunes en 2018, contestation de la réforme des retraites, inquiétudes face à l'inflation, difficultés d'accès au logement, dégradation de certains services publics et sentiment de déclassement d'une partie de la population.

Ce qui se manifeste aujourd'hui dépasse donc une opposition ponctuelle à une décision gouvernementale. C'est l'expression d'un malaise plus profond, alimenté par le sentiment que les efforts demandés aux citoyens ne sont pas équitablement répartis et que les institutions ne répondent plus suffisamment à leurs préoccupations.

La comparaison avec Mai 1968 s'impose naturellement. Non parce que l'histoire se répéterait à l'identique, mais parce que les deux périodes posent une question fondamentale : que se passe-t-il lorsque les revendications d'une partie importante de la société ne trouvent plus de réponse politique crédible ?

MAI 1968 : UNE JEUNESSE QUI CONTESTAIT L'ORDRE ÉTABLI ET LES INJUSTICES DU MONDE

Mai 1968 demeure un moment majeur de l'histoire sociale et politique française. On le réduit souvent aux barricades du Quartier latin, aux affrontements avec les forces de l'ordre, aux occupations d'universités et aux grèves ouvrières. Pourtant, cette lecture ne suffit pas à comprendre la portée du mouvement.

La contestation étudiante s'inscrivait dans une période internationale de remise en cause des rapports d'autorité, des inégalités et des formes de domination. La jeunesse ne contestait pas seulement les conditions d'enseignement ou le fonctionnement des institutions universitaires. Elle interrogeait aussi la société dans laquelle elle allait devoir vivre.

La guerre du Vietnam avait notamment joué un rôle important dans la politisation des étudiants français. Avant même Mai 1968, des comités, des manifestations et des réseaux militants s'étaient constitués pour dénoncer l'intervention américaine, les bombardements et les souffrances infligées à la population vietnamienne. Cet engagement avait contribué à former une génération qui ne séparait pas les injustices nationales des injustices internationales.

L'historien Laurent Jalabert a précisément étudié le rôle de ces mobilisations contre la guerre du Vietnam dans la formation de la génération de 1968. Elles avaient constitué une sorte de répétition générale de l'engagement étudiant qui allait s'exprimer avec une ampleur nouvelle au printemps 1968.

La jeunesse française manifestait ainsi une conscience politique qui dépassait les frontières. Elle estimait qu'une guerre menée à des milliers de kilomètres pouvait concerner directement sa responsabilité citoyenne. Elle contestait les rapports de force internationaux et les politiques des grandes puissances au nom de principes de liberté et de justice.

Mai 1968 fut également un moment de convergence entre les étudiants et le monde ouvrier. La contestation universitaire s'est progressivement étendue aux entreprises, entraînant des grèves massives et des occupations d'usines. Les revendications portaient sur les salaires, les conditions de travail, les droits syndicaux, la hiérarchie dans les entreprises et la place des travailleurs dans les décisions économiques.

Les accords de Grenelle ont notamment prévu une augmentation de 35 % du salaire minimum de l'époque. Mais les concessions négociées n'ont pas immédiatement mis fin au mouvement. La crise était devenue politique et institutionnelle. Elle ne pouvait plus être résolue par des réponses limitées aux revendications initiales.

Cette dimension historique est essentielle : une mobilisation sociale devient particulièrement difficile à contenir lorsque les revendications matérielles se transforment en interrogation générale sur le fonctionnement du pouvoir et sur la place des citoyens dans la société.

DE LA GUERRE DU VIETNAM À GAZA : LA CONTINUITÉ D'UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL

Plus d'un demi-siècle après, une partie de la jeunesse française retrouve cette dimension internationale de l'engagement.

Les mobilisations étudiantes de 2024 contre la guerre à Gaza en ont donné une illustration. Des rassemblements, des occupations et des assemblées générales ont été organisés dans plusieurs établissements universitaires. Les étudiants demandaient notamment un cessez-le-feu, dénonçaient les pertes civiles et les destructions, et interpellaient leurs universités sur leurs partenariats avec des institutions israéliennes.

Les contextes historiques sont différents. La guerre du Vietnam et la guerre à Gaza ne peuvent être assimilées l'une à l'autre. Mais un élément commun apparaît : une partie de la jeunesse refuse de considérer les tragédies internationales comme des événements qui ne la concernent pas.

Cette mobilisation exprime une sensibilité politique et morale. Elle traduit le refus de rester indifférent devant les souffrances des populations civiles et l'exigence que les principes du droit international humanitaire soient appliqués sans distinction.

Il importe de ne pas confondre la solidarité avec les Palestiniens, la critique de la politique du gouvernement israélien, et l'antisémitisme.

Ces réalités sont distinctes et doivent être examinées sans amalgame. La même exigence de distinction doit s'appliquer à toutes les mobilisations.

La jeunesse française ne se limite donc pas à réclamer de meilleures conditions d'études ou davantage de perspectives professionnelles. Elle entend aussi participer aux débats sur les guerres, les rapports de puissance et les droits humains.

Réduire cet engagement à une appartenance communautaire ou religieuse reviendrait à méconnaître sa dimension politique et citoyenne. Comme en 1968, une partie de la jeunesse considère que les injustices du monde ne s'arrêtent pas aux frontières nationales.

DEPUIS 2017 : LE DÉPLACEMENT DU DÉBAT POLITIQUE VERS LES QUESTIONS IDENTITAIRES

Pour comprendre la situation actuelle, il faut également examiner l'évolution du débat politique français depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir.

L'immigration, l'islam, la laïcité, l'identité nationale et le séparatisme ont progressivement occupé une place considérable dans les confrontations politiques et médiatiques. La droite et l'extrême droite ont largement investi ces thèmes, mais le pouvoir présidentiel a également contribué à leur centralité.

Le discours prononcé par Emmanuel Macron à Mulhouse, le 18 février 2020, sur le séparatisme islamiste, puis la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, ont marqué cette évolution.

Il est naturellement légitime pour un État de combattre les organisations extrémistes, les discriminations, les pressions religieuses et toute entreprise visant à remettre en cause les principes républicains. La question porte cependant aussi sur la manière dont ces enjeux sont présentés dans le débat public et sur les conséquences des amalgames.

À force de placer l'islam et l'immigration au centre de controverses successives, le risque est de faire peser une suspicion collective sur des citoyens dont la seule particularité serait leur origine, leur nom, leur apparence ou leur religion supposée.

La droite et l'extrême droite ont développé des discours qui associent fréquemment immigration, insécurité, perte d'identité et difficultés de la société française. Certains de ces discours ont franchi la limite du débat politique légitime pour verser dans la stigmatisation et les amalgames racistes.

Mais cette évolution ne peut être analysée sans interroger également les choix du pouvoir exécutif. Lorsqu'un gouvernement reprend certains thèmes et certaines catégories de langage qui structurent le débat de ses adversaires, il contribue lui aussi à déplacer les priorités politiques.

Pendant ce temps, les préoccupations matérielles restent présentes : pouvoir d'achat, logement, emploi, santé, éducation, retraites, sécurité et avenir de la jeunesse.

Le décalage est d'autant plus révélateur que l'enquête Ipsos-BVA pour le Conseil économique, social et environnemental publiée le 28 octobre 2026 place le pouvoir d'achat en tête des préoccupations personnelles des Français, cité par 40 % des personnes interrogées. La santé arrive ensuite avec 36 %, devant la situation économique et financière du pays, à 29 %, et la situation politique, à 27 %. L'enquête indique également que 44 % des Français déclarent que leur pouvoir d'achat couvre seulement leurs besoins essentiels, ou ne leur permet pas de les couvrir.

Une autre étude, le Baromètre de la République 2026, fait apparaître un décalage entre les sujets que les Français souhaitent voir traités et ceux qu'ils pensent voir occuper la campagne politique : le pouvoir d'achat arrive en tête des attentes, mais l'immigration est davantage anticipée comme thème central de la campagne.

Ce décalage mérite réflexion. Il ne signifie pas que les questions migratoires ou sécuritaires seraient secondaires ou illégitimes. Il montre en revanche que les priorités du débat politique et médiatique ne correspondent pas toujours aux préoccupations quotidiennes de la population.

Suite en page 9

Suite de la page 8

LES PLATEAUX DE TÉLÉVISION : L'ORIGINE DES MANIFESTANTS PLUTÔT QUE LES CAUSES DE LEUR COLÈRE

Cette évolution se retrouve dans une partie des débats télévisés. Au lieu de commencer par examiner les causes économiques, financières et sociales de la crise, certains plateaux semblent accorder une attention disproportionnée à l'origine des manifestants, à leur quartier, à leur religion supposée ou à leur appartenance culturelle. Qui manifeste ? D'où viennent ces jeunes ? Quelle est leur origine ? Sont-ils issus de l'immigration ? Quel est le profil de ceux qui participent aux débordements ? Ces interrogations deviennent parfois le centre de la discussion, tandis que les raisons de la mobilisation sont reléguées à l'arrière-plan. Le problème n'est pas de s'intéresser au profil des participants. Une enquête sérieuse peut naturellement examiner leur âge, leur situation professionnelle, leur territoire de résidence et leurs motivations. Le problème apparaît lorsque ces caractéristiques deviennent une explication en elles-mêmes, comme si l'origine des manifestants permettait de comprendre la crise. Cette inversion du regard transforme une question sociale en question identitaire. Il faut également distinguer clairement les manifestants des auteurs de violences et de pillages. Une personne qui manifeste pour obtenir un salaire décent, un étudiant qui dénonce la dégradation de son établissement et un individu qui profite du désordre pour voler ou dégrader un commerce ne poursuivent pas les mêmes objectifs et ne portent pas les mêmes responsabilités. Les pillages et les violences doivent être condamnés et leurs auteurs poursuivis. Mais ils ne peuvent servir à discréditer l'ensemble d'un mouvement social. L'existence de débordements ne fait pas disparaître les revendications de ceux qui manifestent pacifiquement. La couverture médiatique de certaines journées de mobilisation illustre cette difficulté. Les images de violences, les affrontements et les dégradations disposent d'une force visuelle qui attire naturellement l'attention. Mais lorsque ces images deviennent le principal prisme de lecture, le téléspectateur risque de ne plus voir les revendications, les conditions de vie et les raisons de la colère. Le rôle des médias ne consiste pas à dissimuler les violences ni à prendre parti pour les manifestants. Il consiste à donner les éléments permettant de comprendre ce qui se passe : les revendications, les causes, les responsabilités, les conséquences économiques et les réponses politiques. La question essentielle devrait être : pourquoi cette colère s'étend-elle ? Pourquoi des catégories sociales différentes se retrouvent-elles dans la rue ? Pourquoi des jeunes qui devraient pouvoir envisager leur avenir avec confiance expriment-ils autant d'inquiétude ? À force de privilégier l'identité des personnes plutôt que les causes de leur mobilisation, une partie du débat télévisé risque de détourner l'attention des responsabilités économiques et politiques.

LE DRAME DE TRAPPES : QUAND LE CLIMAT DE STIGMATISATION DEVIENT UNE QUESTION NATIONALE

Le drame survenu à Trappes et à La Verrière le 23 octobre 2026 donne une gravité particulière à cette réflexion. L'attaque a fait un mort et plusieurs blessés. Le suspect a été mis en examen pour assassinats et tentatives d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste, avec une circonstance aggravante liée à l'appartenance réelle ou supposée des victimes à une race, une ethnie, une nation ou une religion. Selon les éléments communiqués par le Parquet national antiterroriste, le suspect a reconnu avoir ciblé des personnes qu'il percevait comme musulmanes ou africaines. La Commission nationale consultative des droits de l'homme a dénoncé un acte motivé par le racisme et rappelé les risques liés à la présence croissante de discours de haine dans l'espace public. Il faut être précis sur ce point : la responsabilité pénale de l'attentat appartient à son auteur. Il serait inexact d'affirmer que la loi sur le séparatisme ou une décision gouvernementale particulière a directement provoqué ce crime. En revanche, il est légitime d'interroger le climat politique et médiatique dans lequel de tels actes peuvent être préparés et justifiés par leur auteur. Lorsque des discours présentent régulièrement des populations entières comme une menace pour l'identité nationale, lorsqu'ils établissent des associations répétées entre immigration, islam et insécurité, ils contribuent à installer des représentations dangereuses. Cela ne signifie pas que chaque personne exposée à ces discours deviendra violente. Cela signifie que la banalisation des amalgames peut fragiliser les protections symboliques et sociales dont les citoyens ont besoin pour vivre ensemble. Le président Macron a dénoncé, après l'attentat, une « désinhibition du racisme » et un « racisme d'atmosphère ». Il a également reconnu que chacun avait une responsabilité dans les tensions installées au cours des dernières années, y compris lui-même. Cette reconnaissance appelle une interrogation politique : comment combattre la banalisation du racisme sans examiner les choix, les discours et les orientations qui ont contribué à structurer le débat public depuis plusieurs années ? La lutte contre le racisme ne peut se limiter à des déclarations après un drame. Elle suppose une vigilance constante face aux discours qui désignent des groupes entiers comme responsables des difficultés nationales. Elle suppose également de ne pas réduire les quartiers populaires à une question migratoire ou religieuse. Ces territoires connaissent des difficultés réelles : chômage, précarité, logements dégradés, difficultés scolaires, insuffisance des transports et accès inégal aux soins et aux services publics. Leurs habitants sont aussi victimes de l'insécurité, des trafics et des violences. La cohésion nationale ne peut être construite en opposant les citoyens les uns aux autres. Elle exige l'égalité des droits, la protection de tous et la reconnaissance de la dignité de chacun.

LES URGENCES SOCIALES QUE LE DÉBAT IDENTITAIRE NE DOIT PAS FAIRE OUBLIER

Le déplacement du débat vers les questions identitaires a une autre conséquence : il peut laisser dans l'ombre des problèmes qui exigent pourtant des réponses publiques immédiates. La crise du pouvoir d'achat demeure l'une des préoccupations majeures. Les ménages doivent arbitrer entre les dépenses alimentaires, le logement, l'énergie, les transports et les soins. Pour les jeunes, l'accès à un logement indépendant, la précarité des emplois et l'incertitude sur les perspectives professionnelles rendent l'entrée dans la vie active particulièrement difficile. La situation des services publics constitue un autre sujet de mécontentement. Les difficultés d'accès aux soins, les délais dans les administrations, le manque de moyens dans certains établissements scolaires et les inégalités territoriales alimentent le sentiment d'abandon. La sécurité doit également être abordée sans simplification. Elle concerne tous les citoyens et ne peut être réduite à l'immigration. Elle exige une police de proximité efficace, une justice capable de répondre dans des délais raisonnables, la lutte contre les réseaux criminels, la prévention et une attention particulière aux victimes. La pédocriminalité et les violences sexuelles faites aux enfants constituent, elles aussi, une urgence nationale. Le bilan publié par la CIIVISE le 15 juin 2026 rappelle que 160 000 enfants seraient victimes chaque année de violences sexuelles. Parmi les 17 mesures prioritaires identifiées par la Commission en février 2025, seules trois étaient alors pleinement effectives. Le traitement judiciaire et la réparation des victimes demeuraient, selon la Commission, des angles morts de l'action publique. Cette question mérite une attention politique et médiatique à la hauteur de sa gravité. La protection de l'enfance, la prévention, le repérage des violences, la formation des professionnels, l'accompagnement des victimes et le traitement judiciaire ne peuvent rester des préoccupations secondaires. Il ne s'agit pas de mettre en concurrence les urgences sociales. Il s'agit de rappeler qu'une démocratie doit être capable de traiter simultanément les problèmes qui touchent à la vie quotidienne, à la sécurité et à la protection des personnes les plus vulnérables.

UN GOUVERNEMENT CONFRONTÉ À UNE CRISE SOCIALE ET À UNE CRISE DE GOUVERNABILITÉ

La difficulté du pouvoir actuel tient aussi à sa situation politique et budgétaire. Le gouvernement doit répondre à des revendications salariales et sociales dans un contexte de finances publiques contraintes, d'endettement élevé et de croissance économique incertaine. Les marges de manœuvre budgétaires sont limitées, tandis que les citoyens contestent les mesures qui réduisent leur pouvoir d'achat ou fragilisent les services publics. La fragmentation de l'Assemblée nationale complique davantage la recherche de compromis. L'absence de majorité stable rend plus difficile l'adoption de politiques durables et renforce la tentation de recourir aux instruments constitutionnels permettant de faire adopter les textes sans disposer d'un accord politique suffisamment large. Mais les procédures institutionnelles ne remplacent pas le consentement politique. Le recours au 49.3, au vote bloqué ou aux ordonnances peut permettre de franchir une étape législative. Il ne suffit pas à rétablir la confiance lorsque la population estime que ses préoccupations ne sont pas entendues. Le gouvernement se trouve ainsi confronté à plusieurs fronts : la contestation sociale, la pression budgétaire, les désaccords parlementaires et une défiance politique accumulée. La conférence sociale organisée à Matignon le 9 novembre 2026 avec les syndicats et les organisations patronales devait ouvrir un espace de discussion sur les salaires et le pouvoir d'achat. Mais les propositions annoncées ont été jugées insuffisantes par plusieurs organisations syndicales, qui ont appelé à poursuivre la mobilisation. Cette difficulté à trouver un compromis révèle un désaccord plus profond sur le partage de la richesse et de l'effort collectif.

SYNDICATS, PATRONAT ET PARTAGE DE LA RICHESSE : LES LIMITES D'UN NOUVEAU GRENELLE

Les syndicats cherchent à transformer la mobilisation en rapport de force durable. Ils défendent des augmentations de salaires, une revalorisation des rémunérations publiques, des moyens supplémentaires pour les services publics et une meilleure protection du pouvoir d'achat. Leur difficulté tient à la diversité des revendications et à la fragmentation du mouvement. Les salariés du privé, les fonctionnaires, les étudiants, les retraités et les agriculteurs ne disposent pas tous des mêmes leviers d'action. Les organisations syndicales doivent donc construire des convergences sans effacer les spécificités de chaque secteur. Le patronat, de son côté, est confronté à la question du coût du travail, de la compétitivité, des marges et de la capacité des entreprises à absorber de nouvelles hausses de rémunération. Les organisations patronales privilégient généralement les négociations sectorielles, les dispositifs ciblés et les mesures qui ne provoquent pas une augmentation générale et durable des coûts. Le désaccord porte donc sur la répartition de la richesse produite. Qui doit supporter l'effort ? Les salariés, les entreprises ou l'État ? Comment répartir les gains de productivité ? Quelle place donner aux salaires dans une économie où les coûts de l'énergie, du logement et des services pèsent sur les ménages ? C'est sur ce terrain que la comparaison avec les accords de Grenelle trouve ses limites. En 1968, la négociation avait permis des concessions salariales importantes, mais le contexte économique, industriel et institutionnel était différent. Aujourd'hui, la structure de l'emploi, la mondialisation, la situation des entreprises et les contraintes budgétaires de l'État rendent plus difficile la construction d'un compromis général. Un nouveau Grenelle ne peut donc pas se limiter à une annonce symbolique. Il faudrait une négociation suffisamment large pour traiter les salaires, les conditions de travail, les services publics, la protection sociale et le partage de la richesse. Sans cela, les discussions risquent de ne produire qu'un apaisement temporaire.

LE RISQUE D'UNE CRISE SANS DÉBOUCHÉ POLITIQUE

Plusieurs scénarios peuvent se dessiner. Le premier serait celui d'un compromis social permettant de répondre à une partie des revendications et de restaurer progressivement la confiance. Il supposerait des négociations réelles, des engagements vérifiables et une répartition de l'effort jugée plus équitable. Le deuxième serait celui d'un compromis budgétaire et parlementaire permettant de sortir de l'impasse institutionnelle. Mais un accord entre responsables politiques ne suffirait pas s'il ne répondait pas aux préoccupations concrètes de la population. Le troisième serait celui de l'enlisement : des mobilisations successives, des annonces limitées, des négociations inabouties et une défiance qui continuerait de s'installer. Dans ce cas, chaque nouvelle difficulté économique ou décision gouvernementale pourrait raviver la contestation. Le risque n'est pas nécessairement de revivre Mai 1968. Les conditions historiques ne sont plus les mêmes. Il est plutôt celui d'une crise de gouvernabilité dans laquelle les institutions continuent de fonctionner, mais peinent à produire des réponses considérées comme légitimes par une partie importante de la société. Cette crise pourrait également se prolonger dans le débat public si les questions identitaires continuent de prendre le pas sur les urgences économiques et sociales. La polarisation peut alors devenir un substitut au débat sur les politiques publiques : on s'affronte sur l'origine des individus, leur religion ou leur identité, tandis que les causes matérielles de la colère restent insuffisamment traitées.

RETROUVER LE SENS DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

De Mai 1968 aux Gilets jaunes, puis aux mobilisations de 2026, la France a connu plusieurs épisodes au cours desquels des catégories sociales différentes ont exprimé leur défiance à l'égard des institutions et des choix gouvernementaux. Ces mouvements ne sont pas identiques. Ils ont leurs propres revendications, leurs formes d'organisation et leurs contextes historiques. Mais ils posent une interrogation commune : comment une démocratie peut-elle maintenir le dialogue avec une société dont une partie ne se sent plus suffisamment représentée ni entendue ? Mai 1968 avait montré que la jeunesse pouvait relier ses revendications nationales à son engagement contre les injustices internationales. Les mobilisations contre la guerre du Vietnam avaient précédé la grande contestation étudiante ; les manifestations en faveur de Gaza ont rappelé, en 2024, que cette conscience internationale demeure présente dans une partie de la jeunesse. Les mobilisations de 2026 montrent, quant à elles, que les préoccupations sociales restent profondément ancrées dans la société française. Le pouvoir d'achat, l'emploi, le logement, les services publics, la sécurité et l'avenir des jeunes ne peuvent être relégués derrière des affrontements politiques permanents sur l'identité et l'immigration. Le débat sur ces dernières questions a sa légitimité dans une démocratie. Mais il ne peut devenir le cadre presque exclusif de la confrontation nationale. La France doit pouvoir discuter de l'immigration sans stigmatiser les immigrés, défendre la laïcité sans confondre les musulmans avec l'islamisme radical, combattre l'insécurité sans désigner des populations entières et lutter contre le racisme sans réduire cette exigence à des déclarations circonstancielles. La responsabilité des médias est également engagée. Informer ne consiste pas seulement à montrer les affrontements, les pillages et les tensions. Il faut aussi expliquer les mécanismes économiques, les choix budgétaires, les inégalités et les raisons qui conduisent des citoyens à descendre dans la rue. Une société ne peut pas durablement résoudre ses crises en débattant davantage de l'identité de ceux qui les subissent ou les dénoncent que des causes qui les produisent. La question qui se pose à la France n'est donc pas de savoir si Mai 68 va se reproduire. Elle est de savoir si le pouvoir politique, les institutions et les médias sauront entendre les revendications, rétablir un débat public centré sur les réalités sociales et reconstruire un minimum de confiance collective. Car une démocratie ne se fragilise pas uniquement lorsque ses institutions sont contestées. Elle se fragilise aussi lorsque le débat public perd sa capacité à expliquer les injustices, à reconnaître les souffrances et à construire des réponses communes. De Mai 68 à 2026, la leçon demeure : une jeunesse qui refuse les injustices, une population qui réclame de vivre dignement et des citoyens qui demandent à être entendus ne constituent pas une menace pour la démocratie. Leur contestation est aussi le révélateur de ses insuffisances. Le véritable danger apparaît lorsque le pouvoir ne parvient plus à transformer cette contestation en dialogue, en compromis et en décisions politiques.

S. L.

CHAÎNE 2 DE LA RADIO NATIONALE

LE PR FOUAD RABAHI DANS « L'INVITÉ DE LA MATINALE »:

Le cancer de la prostate représente environ 16 % de l'ensemble des cancers masculins

Le cancer de la prostate demeure une préoccupation majeure de santé publique en Algérie. Avec 4 344 nouveaux cas enregistrés en 2024, cette pathologie figure parmi les cancers les plus fréquents chez les hommes. Invité de l'émission « Inebgi n-Tasebhit » (L'invité de la matinale) de la Chaîne 2 de la Radio algérienne, le professeur Fouad Rabahi, chef du service d'urologie au CHU Mustapha-Pacha d'Alger et représentant du ministère de la Santé, a insisté sur « l'importance du dépistage précoce et de la sensibilisation. » Selon le spécialiste, « le cancer de la prostate représente environ 16 % de l'ensemble des cancers masculins. Son évolution est notamment liée au vieillissement de la population, mais également aux changements des habitudes alimentaires et du mode de vie. »



« LE PREMIER FACTEUR DE RISQUE EST L'ÂGE »

« Le premier facteur de risque est l'âge. L'espérance de vie a augmenté et notre société a profondément changé. Notre alimentation n'est plus celle de nos grands-parents, avec davantage de plats préparés, de charcuterie et de viandes », a expliqué le Pr Rabahi, précisant que l'un des principaux dangers de cette maladie réside dans « son caractère silencieux (…) Elle peut évoluer pendant plusieurs années sans provoquer de symptômes apparents ».

« LE CANCER DE LA PROSTATE EST UN TUEUR SILENCIEUX »

« Le cancer de la prostate est un tueur silencieux. Il peut être présent sans aucun symptôme. C'est justement pour cette raison que le dépistage est important », a-t-il averti, rappelant que « la première étape de l'évaluation repose notamment sur le dosage du PSA, associé à l'examen clinique et au toucher rectal. En cas d'anomalie, des investigations complémentaires, notamment une IRM prostatique, peuvent être nécessaires », tout en soulignant « l'importance des antécédents familiaux dans l'identification des personnes présentant un risque accru. »

MISE EN GARDE CONTRE LE DÉPISTAGE SYSTÉMATIQUE NON ENCADRÉ

Toutefois, le spécialiste met en garde contre « le dépistage systématique non encadré ». « Le PSA n'est pas, à lui seul, un marqueur spécifique du cancer. Son interprétation relève du médecin, qui doit décider des examens complémentaires en fonction de chaque situation », a-t-il précisé, en rappelant les risques de surdiagnostic et de biopsies inutiles. Sur le plan thérapeutique, le Pr Rabahi a souligné les progrès enregistrés en Algérie, notamment en matière de chirurgie, de radiothérapie et de traitements médicamenteux. Il a également évoqué « le projet d'introduction de robots chirurgicaux pour améliorer la précision des interventions et préserver davantage la qualité de vie des patients. »

ACTIONS DE SENSIBILISATION ET DE DÉPISTAGE GRATUIT AU CHU MUSTAPHA-PACHA

Enfin, le professeur a insisté sur le rôle central des médecins généralistes dans la prévention et l'orientation des patients. À l'occasion de Novembre Bleu, des actions de sensibilisation et de dépistage gratuit sont organisées au CHU Mustapha-Pacha, afin d'encourager les hommes à consulter et à ne pas attendre l'apparition des symptômes. « Il faut lever les tabous et faire comprendre aux citoyens que les troubles urinaires ne signifient pas automatiquement un cancer, mais qu'ils nécessitent un avis médical », a-t-il conclu.

KAMEL BEN YOUNÈS, ÉCRIVAIN TUNISIEN, À L'EXPRESSION

«Une grande complémentarité entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye»

Kamel Ben Younès est écrivain, journaliste et historien, géographe tunisien. Son dernier livre Tunisie, Algérie, Libye, de la réforme à la résistance et à l'édification de l'État a été présenté par l'auteur, lors de la dernière édition du Salon International du Livre d'Alger (Sila). Kamel Ben Younès a, également, participé à une table ronde dédiée à Ahmed Taleb El Ibrahimi

L'Expression : Lors de la 29ème édition du Salon international du livre d'Alger, vous avez participé à l'hommage rendu à Ahmed Taleb El Ibrahimi, pouvez-vous nous parler de cet événement ?

Kamel Ben Younès :Je connais Ahmed Taleb El Ibrahimi, en tant qu'universitaire et journaliste, qui avait couvert la situation en Algérie depuis 1990 plusieurs fois. Je le connais en tant qu'historien et journaliste dans ses visites en Tunisie et ailleurs. En tant que chercheur en histoire et géographie, je considère Taleb El Ibrahimi comme un intellectuel. C'est l'un des grands intellectuels du Grand Maghreb comme Mohamed El Mili,El Ibrahimi, qui est le fils du cheikh El Mili Ibrahimi, comme Zeineb Tbessi, qui est poétesse, fille du Moudjahid Larbi Tebessi et de tant d'hommes d'État et intellectuels algériens qui sont fils de moudjahidine et d'homme d'État au Grand Maghreb, ayant eu l'occasion d'appartenir aux générations qui ont fait la réforme religieuse, la réforme intellectuelle et la modernisation du débat politique et culturel. Ils ont participé à la construction de l'État moderne, l'État national dans un des pays maghrébins. C'est ce qui explique cette originalité de la grandeur de ll'Afrique du Nord dans laequelle j'intègre la culture de l'Andalousie : Echaatibi, Ibn Roshd, Averroès… Le grand Maghreb et même l'Égypte, c'est différent un peu du Golfe et de l'autre région du monde arabo-musulman.

Qu'en est-il du rôle joué par Ahmed Taleb El Ibrahimi dans ce contexte ?

Justement, dans ce contexte, Ahmed Taleb El Ibrahimi représente cette dimension. La réforme de l'héritage arabo-musulman, la modernité puisqu'il a fait ses études de médecine en France comme Mohamed Mzali qui a été ministre de la Culture, de l'Éducation nationale, etc. en Tunisie, Cheikh Benslama de la revue El Fikr, et bien d'autres. Ce sont des réformateurs avec niveau intellectuel, authenticité et modernité. Ils ont encouragé la complémentarité intermaghrébine puisqu'il a été ministre de la Culture et de l'Éducation nationale. Il considérait qu'on ne pouvait pas parler de l'indépendance sans indépendance culturelle et dans le domaine de l'éducation. Il a encouragé la modernisation et pas l'enfermement sur soi.

Qu'est-ce qui a attiré le plus votre attention dans la personnalité d'Ahmed Taleb El Ibrahimi ?

En tant qu'universitaire, j'ai eu la chance d'être en contact avec lui, jusqu'à peu de temps avant son décès puisque nous avons organisé une conférence. Il allait venir en Tunisie car la conférence avait pour objet ses livres. Son état de santé ne lui ayant pas permis de faire le déplacement, il nous a envoyé quelqu'un pour le représenter. Il avait fait une intervention par téléphone. C'était quelqu'un qui croyait, comme le montrent ses livres, de plusieurs tomes, à la culture, à l'éducation, aux ressources humaines et en même temps, au développement économique, mais aussi à l'authenticité et à la modernité. Puis, après le multipartisme, il a encouragé l'ouverture politique et l'ouverture culturelle.

Vous venez de publier un livre intitulé « Tunis, Algérie, Libye, de la réforme à la résistance et l'édification de l'État », pouvez-vous nous en parler ?

Au début, je suis parti avec l'idée de faire tout le livre sur Ahmed Taleb El Ibrahimi, puis une autre idée a germé. Je me suis dit qu'il fallait certes, parler d'Ahmed Taleb El Ibrahimi, mais aussi d'autres grandes figures marquantes comme Mohamed Mzali, Thar Haddad en Tunisie depuis le XIXe siècle et d'autres figures en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Andalousie… Dans mon livre, j'ai focalisé sur la Libye, la Tunisie et l'Algérie puisqu'il y a une grande complémentarité entre ces trois pays. Un grand nombre d'intellectuels et d'hommes politiques avaient fait leurs études de part et d'autre et il y a aussi la complémentarité économique, politique et sociale.

LE JOUR D'ALGERIE

LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Programmes électoraux et enjeux du scrutin au cœur de la première semaine de campagne

La première semaine de la campagne pour les élections locales du 28 novembre a été marquée par une dynamique croissante, illustrée par les meetings populaires et les activités de proximité des candidats des partis politiques et des listes indépendantes qui se sont attelés à convaincre les citoyens en exposant les grands axes de leurs programmes, tout en soulignant l'importance de ce scrutin dans la consolidation du processus démocratique. Pour présenter leurs visions de la gestion locale et faire connaître leurs candidats, les formations en lice pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), s'emploient depuis le 5 novembre à exploiter tous les moyens autorisés par la législation. Cette démarche s'est traduite par l'intensification de leur présence sur le terrain à travers des meetings populaires et des rencontres de proximité, outre l'intervention directe par le biais des médias publics et le recours aux réseaux sociaux. Dès l'entame de la campagne, les responsables politiques et les candidats des listes indépendantes se sont focalisés sur la présentation de leurs programmes, exposant leur approche pour une gestion garantissant un développement local durable et une prise en charge optimale des préoccupations quotidiennes du citoyen. Les animateurs de la campagne ont largement évoqué le rôle de ce rendez-vous dans le parachèvement de l'édifice institutionnel et l'ancrage de la démocratie participative. Ils ont appelé à insuffler une nouvelle dynamique impliquant toutes les franges de la société, l'élite en tête, afin d'élaborer des programmes de développement adaptés aux spécificités de chaque commune et wilaya. Dans ce contexte, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer le rôle des élus dans la gestion locale. Les candidats ont unanimement plaidé pour l'octroi de plus larges prérogatives aux APC et APW. Les représentants des différentes listes ont également insisté pour placer le citoyen au cœur des priorités, à travers une représentation locale de proximité qui soit véritablement efficace. Ils ont, par ailleurs, plaidé pour une nouvelle vision de la gouvernance locale, qui doit reposer sur l'amélioration des performances et la proposition de projets réalistes et réalisables, à la hauteur des aspirations de la population. Tout au long de cette première semaine, l'appel à une participation massive a dominé les discours. Les électeurs ont été sensibilisés à l'importance de choisir des compétences capables de former le noyau dur d'Assemblées fortes, aptes à participer à la prise de décision locale et à concrétiser les attentes des citoyens.

POURSUITE DES EXACTIONS DE L'OCCUPATION SIONISTE ET DES COLONS

Cinq martyrs à Gaza et des arrestations en Cisjordanie

Les violations commises par les forces d'occupation israéliennes et les colons se sont poursuivies ce vendredi, ciblant la population palestinienne et ses biens en Cisjordanie, à Jérusalem occupée et dans la bande de Gaza.











Dans la bande de Gaza, 5 personnes sont tombées en martyrs, dont un enfant et une femme. Par ailleurs, des colons ont mené plusieurs attaques contre des agriculteurs en pleine récolte des olives et ont maintenu le siège d'une famille à l'intérieur de sa maison à Hébron. De son côté, l'occupation a blessé un jeune homme par des tirs à balles réelles, a procédé à l'arrestation de 8 citoyens et a contraint des habitants de Jérusalem à démolir eux-mêmes leurs propres maisons.

CINQ MARTYRS SOUS LES TIRS DE L'OCCUPATION DANS LA BANDE DE GAZA

Trois citoyens, dont un enfant et une femme, ont été tués et une vingtaine d'autres blessés, pour la plupart des enfants, lors d'un bombardement d'artillerie mené par les forces d'occupation contre les tours « Al-Qastal », à l'est de la ville de Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza.

Par ailleurs, un citoyen a été abattu à l'aube par les forces d'occupation dans le quartier d'Al-Tuffah, à l'est de la ville de Gaza. Auparavant, le décès d'un autre citoyen avait été rapporté, suite à une frappe menée par un drone près d'une tente à Al-Mawasi, à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. D'autre part, des sources médicales à Khan Younès ont fait état du décès du nourrisson Kinan Ahmed Arqiq (9 mois), victime d'une hypothermie sévère. Il s'agit du premier décès enregistré en raison du froid durant cet hiver. Le nourrisson est arrivé au complexe médical Nasser sans signe de vie, après avoir été transféré depuis l'hôpital koweïtien. Les services médico-légaux ont confirmé que le décès était dû à une chute extrême de la température corporelle.

BLESSÉS LORS D'INCURSIONS DE L'OCCUPATION DANS LES LOCALITÉS DE JABA', BEIT UMMAR ET NAHALIN

Un jeune homme a été blessé par balle réelle à la cuisse lors d'une incursion des forces d'occupation dans la localité de Jaba', au sud de Jénine.

Par ailleurs, plusieurs citoyens ont souffert d'asphyxie après avoir inhalé des gaz lacrymogènes tirés par les forces d'occupation lors d'une incursion dans la localité de Beit Ummar, au nord d'Hébron. Les forces d'occupation ont également immobilisé un véhicule à l'entrée de la localité et ont frappé son conducteur. Plusieurs citoyens ont aussi été victimes d'asphyxie lors d'une incursion des forces d'occupation dans la localité de Nahalin, à l'ouest de Bethléem.

HUIT ARRESTATIONS EN CISJORDANIE, DONT CELLE D'UN MARIÉ LE JOUR DE SON MARIAGE

Les forces d'occupation ont pris d'assaut une cérémonie de mariage dans le village d'Al-Mughayyir, au nord-est de Ramallah, et ont arrêté quatre personnes, dont le marié, Hassan Abu Alia, ainsi que Raed Salah Fuqaha, Jihad Salah Fuqaha et Thaer Abdel Fattah Fuqaha, ces trois derniers étant originaires de la localité de Sinjil. Les forces d'occupation ont contraint la famille de Hamed Abu Na'im à évacuer son domicile dans le village d'Al-Mughayyir, alors qu'une opération de grande envergure était menée dans le village, s'accompagnant de la fermeture de son unique accès.

Les forces d'occupation ont également arrêté Salah Said Ziyoud et Mohammed Ahmed Dhib Shawahneh, originaires de la localité d'Al-Silah al-Harithiya, à l'ouest de Jénine. De plus, Laith Shaher Mahamid et Firas Lafi Aliayat ont été arrêtés après une descente dans leurs domiciles respectifs, dans la localité de Deir Abu Da'if, à l'est du gouvernorat.

L'OCCUPATION CONTRAINT DEUX FRÈRES À DÉMOLIR LEURS MAISONS À AL-QODS

La municipalité de l'occupation israélienne à Jérusalem a contraint deux frères à démolir eux-mêmes leurs maisons dans la localité de Sur Baher, au sud de Jérusalem occupée, sous prétexte qu'elles avaient été construites sans permis. Selon des sources locales, la première maison appartient à Omar Ibrahim Amira ; elle a une superficie de 50 mètres carrés, existe depuis l'an 2000 et est habitée par le propriétaire, son épouse et leurs quatre enfants. La municipalité de l'occupation lui a infligé des amendes s'élevant à 100 000 shekels et lui a imparti un délai de 21 jours pour procéder lui-même à la démolition. La seconde maison appartient à son frère, Shadi. D'une superficie de 40 mètres carrés, elle existe également depuis l'an 2000 et est occupée par le propriétaire, son épouse et leurs trois enfants.

VIOLATIONS COMMISES PAR LES COLONS : POURSUITE DES AGRESSIONS CONTRE LES AGRICULTEURS ET SIÈGE D'UNE MAISON À YATTA POUR LE 40E JOUR CONSÉCUTIF

Des colons ont dressé une tente dans la zone de « Al-Sahl al-Sharqi » (la plaine orientale), près du village d'Al-Mughayyir, au nord-est de Ramallah. Cette zone a été déclarée « zone militaire fermée » par l'armée d'occupation, qui en interdit l'accès aux habitants. Par ailleurs, des colons ont ouvert le feu à balles réelles sur des personnes en train de récolter des olives dans le village d'Abu Njeim, au sud-est de Bethléem ; aucune blessure n'a été signalée. Les forces d'occupation ont fait irruption dans la zone pour soutenir les colons et ont tiré des grenades de gaz toxique sur les habitants. Plusieurs personnes ont souffert d'asphyxie, avant d'être contraintes de quitter les lieux sous la menace des armes, avec interdiction d'y revenir. Des colons ont également agressé des familles originaires de la localité d'Al-Yamoun, à l'ouest de Jénine, alors qu'elles récoltaient des olives. D'autres colons ont pris pour cible la zone de « Al-Heish », près de Khirbet Sarouj, à l'ouest de la même localité, y dérobant des quantités d'olives ainsi que du matériel et des outils de récolte. Les colons poursuivent le siège de la maison du citoyen Youssef Shanaran, située au sud de la localité de Yatta, dans le gouvernorat d'Hébron, et ce pour le 40e jour consécutif. Par ailleurs, des colons ont pris en chasse un groupe d'enfants à l'entrée de la localité de Beit Ummar, au nord d'Hébron, et ont tenté de les agresser.

OMS : 950 000 PERSONNES DÉPLACÉES À GAZA VIVENT DANS DES ZONES EXPOSÉES AUX INONDATIONS

La représentante de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans les territoires palestiniens occupés, Reinhilde Van De Verdt, a déclaré qu'environ 950 000 personnes déplacées dans la bande de Gaza vivent dans des zones exposées au risque d'inondations, dont 400 000 se trouvent dans des sites à très haut risque. Intervenant en ligne lors de la conférence de presse hebdomadaire du bureau des Nations Unies à Genève ce vendredi, Mme Van De Verdt a mis en garde contre une détérioration de la situation sanitaire et humanitaire à l'approche de l'hiver. Elle a indiqué que « les services de santé à Gaza sont la cible d'attaques israéliennes intenses et que le système de santé fonctionne déjà au-delà de ses capacités, alors même que l'Organisation et ses partenaires tentent de le maintenir en état de marche malgré une pénurie critique de carburant et de fournitures médicales ». Mme Van De Verdt a ajouté que les pluies tombées ces derniers jours donnent un avant-goût de ce qui attend la bande de Gaza dans les mois à venir, alors même que l'hiver n'a pas encore réellement commencé, soulignant que le pire est encore à venir . Mme Van De Verdt a rapporté que les équipes de l'OMS ont recueilli les témoignages de familles dont les tentes ont été emportées par les eaux, alors que ces tentes constituent, pour beaucoup, leur seul abri et leur seul espace privé. Elle a averti que le mélange des eaux usées, des déchets et des eaux contaminées avec les zones de couchage, de préparation des repas et de garde d'enfants au sein des camps inondés accroît considérablement les risques de maladies. Mme Van De Verdt a par ailleurs révélé que les cas d'infections respiratoires aiguës ont augmenté d'environ 33 000 par rapport à la même période l'an dernier, représentant désormais 11 % du total des consultations médicales, et ce, avant même le début effectif de l'hiver. Elle a indiqué qu'environ neuf établissements de santé ont subi des dommages divers, tandis que les pluies entravent l'accès des personnels soignants à leur lieu de travail et celui des patients aux cliniques. Elle a appelé à l'acheminement de tentes, de bâches en plastique résistantes et de toiles imperméables, ainsi que de matériel nécessaire à l'approvisionnement en eau potable et à la gestion des déchets. Mme Van De Verdt a souligné que l'identification rapide des virus ou des agents pathogènes nécessite des équipements de laboratoire qui font actuellement défaut. Elle a exigé l'autorisation immédiate de faire entrer ces équipements à Gaza, aux côtés de dispositifs médicaux, de pièces détachées, de générateurs, de moteurs et de carburant. Elle a conclu en affirmant que ce quatrième hiver à Gaza mettra de nouveau à l'épreuve un système de santé déjà poussé à ses limites extrêmes, ajoutant qu'une intervention urgente aurait dû être engagée il y a plusieurs mois, lorsque les Nations unies avaient mis en garde contre une telle situation.

JAMBES LOURDES

Ces aliments pourraient améliorer la circulation sanguine !

Lourdeur, tension, picotements dans le bas des jambes… La sensation de jambes lourdes est très désagréable. Heureusement, il existe des solutions naturelles pour soulager l'inconfort. Vous pouvez notamment réduire la gêne grâce à l'alimentation. On vous explique.



AMÉLIORER LA CIRCULATION SANGUINE

La cause principale de la sensation de jambes lourdes est l'insuffisance veineuse. Elle correspond à la stagnation du sang dans le bas du corps. Pour soulager la sensation de jambes lourdes, il est donc nécessaire de stimuler le retour veineux (remontée du sang du bas du corps vers le haut du corps).

Pour cela, il est recommandé de pratiquer une activité physique régulière, de bien s'hydrater, de garder un poids santé, de ne pas fumer et de manger sain et équilibré. Si vous êtes sujet(te) aux jambes lourdes, certains aliments aux vertus veinotoniques sont à privilégier.

LE PIMENT DE CAYENNE

Ce piment rouge fait bien plus qu'épicer vos plats ! Il contient de la capsaïcine, un composé qui contribue au bon fonctionnement des artères. Le piment de Cayenne favorise aussi la détente des tissus musculaires présents dans les vaisseaux sanguins. Cela permet au sang de mieux circuler à l'intérieur et ainsi de réguler la pression artérielle.

LA BETTERAVE

Ce légume racine est riche en nitrate, une substance que le corps transforme en oxyde nitrique. L'oxyde nitrique contribue à détendre les vaisseaux sanguins, ce qui améliore le flux sanguin des tissus vers les organes. Des études ont par ailleurs montré que le jus de betterave permettait de faire baisser la pression systolique (le premier chiffre quand on mesure la tension artérielle).

LES FRUITS ROUGES

Les fruits rouges (fraises, myrtilles, mûres, framboises…) sont riches en antioxydants, notamment en anthocyanines. Les anthocyanines sont des substances qui donnent cette couleur rouge ou violette aux fruits rouges. Elles protègent les parois des artères en les gardant souples. De plus, les anthocyanines stimulent la libération d'oxyde nitrique, ce qui aide à faire baisser la pression artérielle.

LES POISSONS GRAS

Les poissons gras (saumon, maquereau, sardine…) sont riches en oméga 3. De nombreuses études scientifiques ont montré que les oméga 3 sont bénéfiques pour la circulation sanguine.

Manger du poisson gras contribue non seulement à faire baisser la tension artérielle au repos, mais aussi à prévenir l'apparition de plaques de graisses dans les artères (un facteur de risque d'AVC et d'infarctus du myocarde).

LA GRENADE

Les petits grains juteux et rouges présents dans la grenade regorgent d'antioxydants et de nitrates, des composés connus pour améliorer la circulation sanguine.

En effet, ils dilatent les vaisseaux sanguins, ce qui contribue à faire baisser la pression artérielle et permet d'apporter plus d'oxygène et de nutriments aux muscles et autres tissus du corps.

CHOLESTÉROL

La viande blanche aussi mauvaise que la rouge ?

La viande blanche, comme le poulet ou la dinde, ferait augmenter le taux de cholestérol dans le sang autant que la viande rouge. C'est ce que conclut une nouvelle étude parue dans l'American Journal of Clinical Nutrition. Explications !

La consommation de viande rouge, comme le bœuf, est souvent associée à un risque accru de maladies cardiovasculaires. En France, concernant la consommation de viande, le Programme National Nutrition Santé recommande de privilégier la volaille, une viande blanche, et de limiter sa consommation des autres viandes à 500 grammes par semaine.

QU'EN EST-IL VRAIMENT ?

Un constat plutôt étonnant

Les résultats ont surpris les chercheurs qui s'attendaient à ce que la viande rouge ait un effet plus néfaste sur le taux de cholestérol sanguin que la viande blanche.

L'OIGNON : UN VÉRITABLE BOUCLIER ANTI-CHOLESTÉROL ?

Ils ont découvert que parmi les trois régimes étudiés : viande rouge, viande blanche et protéines végétales, seul le régime à base de protéines végétales était associé à des taux de cholestérol sains. Les résultats ont montré que les régimes à base de viande rouge ou blanche augmentaient de la même façon le taux de cholestérol dans le sang. Au cours de cette étude, les chercheurs ont examiné 113 participants en bonne santé. Ces derniers se sont vu affecter au hasard un régime alimentaire riche ou pauvre en graisses saturées.

Chaque période de régime a duré quatre semaines. Les participants ont subi des tests sanguins au début et à la fin de leur régime.

LE RÔLE DU CHOLESTÉROL POUR NOTRE ORGANISME

Le cholestérol est un corps gras essentiel au fonctionne de l'organisme. Toutefois, il est important de discerner deux taux de cholestérol. Le cholestérol HDL, appelé « bon cholestérol », qui est chargé de nettoyer les artères et de transporter les graisses vers le foie pour ensuite les éliminer. Le cholestérol LDL, également appelé « mauvais cholestérol », correspond à l'excès de cholestérol qui se dépose sur les parois des vaisseaux sanguins. Une trop grande quantité de cholestérol provenant de graisses saturées peut s'accumuler dans les vaisseaux sanguins provoquant la formation de plaque et augmentant le risque de crise cardiaque et d'accident vasculaire cérébral.

Les chercheurs ont constaté que les particules de LDL augmentaient davantage dans les régimes à base de viande rouge et blanche que dans les régimes à base de plantes.

Pour accroître le bon cholestérol, il est important de réduire les graisses saturées présentes dans la charcuterie, les pâtisseries ou la viande grasse et privilégier davantage les acides gras mono-insaturés comme l'huile d'olive, l'avocat ou les noix. Finalement, l'étude démontre qu'il faut réduire sa consommation de viande, blanche ou rouge, pour diminuer son taux de cholestérol dans le sang !

SOULAGER UN COUP DE SOLEIL NATURELLEMENT

3 remèdes maison efficaces

Les coups de soleil sont des brûlures cutanées provoquées par une exposition excessive aux rayons ultraviolets (UV) du soleil.

Bien qu'il soit toujours préférable de prévenir les coups de soleil en utilisant une protection solaire adéquate, il existe des remèdes maison naturels qui peuvent aider à soulager la douleur et à accélérer la guérison.

Voici trois méthodes efficaces et faciles à mettre en pratique

1. L'Aloe Vera : le réparateur naturel

L'aloe vera est l'un des remèdes les plus populaires pour traiter les coups de soleil, et pour de bonnes raisons. Cette plante possède des propriétés anti-inflammatoires et hydratantes qui peuvent aider à apaiser la peau irritée et à favoriser la cicatrisation.

Mode d'emploi :

Coupez une feuille d'aloe vera pour en extraire le gel ;

Appliquez ce gel directement sur la zone affectée ;

Répétez l'application plusieurs fois par jour, surtout lorsque la peau commence à se sentir sèche.

Le gel d'aloe vera peut également être conservé au réfrigérateur pour un effet rafraîchissant supplémentaire lors de son application.

Le vinaigre de cidre de pomme : un tonique apaisant

Le vinaigre de cidre de pomme est un autre remède naturel souvent utilisé pour soulager les coups de soleil. Ses propriétés astringentes peuvent aider à équilibrer le pH de la peau et à réduire la sensation de brûlure.

Mode d'emploi :

Mélangez une part de vinaigre de cidre de pomme avec deux parts d'eau froide ;

Imbibez un linge propre dans ce mélange et appliquez-le comme une compresse sur la zone affectée pendant environ 15 minutes ;

Répétez ce processus plusieurs fois par jour pour obtenir un soulagement optimal.

Attention : le vinaigre de cidre de pomme doit toujours être dilué, car utilisé pur, il peut irriter la peau.

3. Le yaourt nature : le calmant lacté

Le yaourt nature, grâce à ses probiotiques et ses protéines, peut également aider à apaiser la peau brûlée par le soleil. Sa texture froide et crémeuse offre un soulagement immédiat en plus de ses bienfaits réparateurs.

Mode d'emploi : appliquez une couche épaisse de yaourt nature sur le coup de soleil. Laissez agir pendant environ 15 à 20 minutes.

Rincez délicatement à l'eau tiède, puis séchez la peau en tapotant doucement. Pour un effet supplémentaire, vous pouvez mélanger le yaourt avec un peu de miel, connu pour ses propriétés antibactériennes et hydratantes.

En utilisant ces remèdes naturels et en prenant soin de votre peau, vous pouvez soulager les inconforts causés par un coup de soleil et favoriser une guérison rapide et efficace.

Selection du jour

TF1

21h10

Football
France - Turquie



En tête de ce groupe 1 après la 4e journée, la France est favorite à domicile contre la Turquie (4e), promue et déjà lestée de quatre défaites, dont une au match aller contre les Français (0-1). Avec quatre points d'avance sur la Belgique (3e), les Bleus, nantis de trois victoires et d'un match nul, avaient un joker dans la course aux quarts de finale, réservés aux deux premiers. Mais le déplacement des joueurs de Zinédine Zidane en Italie trois jours plus tôt lors de la 5e journée pouvait rebattre les cartes.

arte

21h05

Les 8 salopards

Avec Samuel L. Jackson, Jennifer Jason Leigh, Kurt Russell, Walton Goggins, Tim Roth, Michael Madsen, Bruce Dern, Channing Tatum, Demian Bichir, James Parks, Dana Gourrier, Zoe Bell, Lee Horsley, Gene Jones, Keith Jefferson
Quelques années après la guerre de Sécession, au beau milieu du Wyoming... John Ruth, célèbre chasseur de primes surnommé «le Bourreau», escorte Daisy Domergue, sa prisonnière, accusée d'avoir la gâchette trop facile et promise à la pendaison à Red Rock. Sur la route, leur diligence croise le chemin du major Marquis Warren qui se rend lui aussi à Red Rock pour y livrer ses trois prisonniers, morts. Le blizzard oblige l'équipage à faire une halte dans une auberge. D'autres cow-boys y ont déjà fait escale. Alors que la tempête s'abat au-dessus du massif, l'auberge va abriter une série de tromperies et de trahisons. L'un de ces huit salopards n'est pas celui qu'il prétend être.



M6

21h10

Capital

Présenté par : Julien Courbet
Au sommaire : «Électroménager : le dernier cri à moitié prix !». Location, occasion ou reconditionné : les solutions se multiplient pour acheter des appareils dernier cri sans se ruiner. Mais à quelles conditions ? - «Ventes aux enchères : le nouveau coin des bonnes affaires ?». Meubles, outils et équipements se vendent parfois à des prix dérisoires. Attention toutefois aux frais cachés et aux garanties ! - «Action, Gifi, Lidl : l'étonnant business des chasseurs de bonnes affaires». Certains particuliers dévalisent les rayons des discounters pour revendre leurs trouvailles jusqu'à dix fois plus cher sur Internet. Un commerce parfois très lucratif.



france 2

21h10

La traversée de Paris



Avec Jean Gabin, André Bourvil, Louis de Funès, Jeannette Batti, Monette Dinay, Anouk Ferjac, Bernard La Jarrige, Robert Arnoux, Myno Burney, Georgette Anys, Jean Dunot, Georges Bever, Maryse Paillet, Claude Vernier, Jean Vinci
Dans le Paris occupé, Martin, un ex-chauffeur de taxi réduit au chômage par la pénurie d'essence, travaille, dans le marché noir. Cette nuit, il doit transporter des quartiers de cochon, de la rive gauche à Montmartre. Mais son coéquipier s'est fait prendre. Il engage alors un inconnu, Grandgil qu'il a pris pour un semi-clochard. Voici les deux hommes partant dans la nuit une valise pleine à chaque bras, à leurs risques et périls.

france 3

21h10

Les enquêtes de Vera

Avec Brenda Blethyn, David Leon, Jon Morrison, Riley Jones, Shobna Gulati, Cathy Tyson, Sarah Kameela Impey, Rhiannon Clements, William Houston, Clinton Blake, Simon Lenagan, Kevin Whately, Amanda Root, Joshua Sher, Victoria Elliott
Vera retrouve son ancien sergent Joe Ashworth maintenant devenu inspecteur. Celui-ci a été envoyé évaluer l'unité de Vera dans le cadre de nouvelles procédures policières. L'occasion va lui être donner sans attendre avec la nouvelle affaire de meurtre dont l'élucidation incombe à Vera. Un jeune vendeur de fruits et légumes sur un marché est retrouvé mort sur un pont en pleine campagne.



W9

21h25

L'école est finie

Avec Bérengère Krief, Marilou Berry, Patrick Chesnais, Grégory Fitoussi, Catherine Hosmalin, Camille Lellouche, Michel Nabokoff, Anne Depétrini, Valérie Decobert, Romain Lancry, Baya Rehaz, Lucien Piron, Jules Hanquet, Léonore Lex, Igor Van Dessel
Agathe Langlois, parisienne jusqu'au bout de ses ongles bien vernis, a tout pour être heureuse : une famille qu'elle adore, une super bande de copines et elle vient d'être titularisée comme professeur d'anglais. Mais quand elle apprend qu'elle est mutée à des centaines de kilomètres de chez elle, en plein campagne, c'est la douche froide. Les pieds dans la boue, à Trouilly-sur-Celles, la bonne humeur d'Agathe va être mise à rude épreuve.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie
Edité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues
Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e- mail:
maghrebjournal@yahoo.fr
Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siége social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail :agence.reqie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustrations adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

LE CHIFFRE DU JOUR

560,92 **LE PROJET** de budget allemand pour 2027, adopté en commission le 13 novembre, atteint 560,92 milliards d'euros.

POURPARLERS SUR LA PAIX EN UKRAINE

Poutine reçoit Witkoff et Kushner au Kremlin

Les émissaires américains Steve Witkoff et Jared Kushner ont achevé ce 12 novembre à Moscou leur entretien de deux heures et demie avec Vladimir Poutine, au lendemain des pourparlers d'Abou Dhabi. Les discussions ont porté sur le règlement du conflit ukrainien, les questions territoriales, la sécurité européenne et les enjeux humanitaires. Le président russe Vladimir Poutine a proposé l'organisation d'une mission humanitaire à Konstantinovka dans le Donbass sur le modèle de celle menée à Aliochki. Affirmant que la ville se trouve sous contrôle russe, il a assuré que Moscou était prêt à garantir la sécurité de cette opération. Selon Vladimir Poutine, les forces russes auraient besoin de cinq jours pour déminer les environs de la ville. Il a ajouté que si Kiev estimait contrôler Konstantinovka, les autorités ukrainiennes devraient assurer la sécurité de la mission de leur côté. Le président russe a proposé de confier la préparation de cette opération aux médiateurs chargés des droits humains.

La Russie est prête à engager sans délai des discussions avec les États-Unis sur des propositions visant à établir une nouvelle architecture de sécurité en Europe, a déclaré le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, à l'issue de la rencontre entre Vladimir Poutine et les émissaires américains. Selon lui, Moscou dispose déjà de nouvelles propositions sur la sécurité européenne, qu'elle souhaite intégrer aux futures discussions avec Washington.

De sont côté Jared Kushner a annoncé qu'un nouveau cycle de négociations multilatérales sur le règlement du conflit ukrainien se tiendrait la semaine prochaine. Selon l'émissaire américain, les discussions à venir tiendront compte de l'ensemble des questions abordées lors de sa rencontre avec Vladimir Poutine au Kremlin, aux côtés de Steve Witkoff. D'autre part, Steve Witkoff et Jared Kushner ont soutenu la proposition de Vladimir Poutine d'organiser une mission humanitaire à Konstantinovka, sur le modèle de l'opération menée à Alechki, a annoncé le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov. Selon lui, Moscou est prêt à commencer immédiatement les opérations de déminage nécessaires à cette mission. Le responsable russe a également affirmé que l'opération permettrait de vérifier sur le terrain qui contrôle réellement Konstantinovka, alors que les autorités russes et ukrainiennes divergent sur la situation dans cette ville

L'émissaire américain Steve Witkoff a affirmé que des progrès avaient été réalisés lors de son entretien avec Vladimir Poutine à Moscou et qu'un nouveau cycle de négociations tripartites sur le règlement du conflit ukrainien avait été convenu. Selon lui, des représentants européens devraient également participer aux prochaines discussions. « Il y a des progrès. À mon avis, nous en avons réalisé aujourd'hui, et même auparavant. Concernant Abou Dhabi, peu de gens croyaient que nous reprendrions les négociations tripartites. Nous les avons reprises et avons déjà fixé une nouvelle rencontre. C'est précisément ce que souhaite le président Trump », a déclaré Steve Witkoff.

LES EUROPÉENS NE PARVIENNENT TOUJOURS PAS À DÉSIGNER UN REPRÉSENTANT POUR DIALOGUER AVEC MOSCOU, SELON PESKOV

Les pays européens ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur la personne qui pourrait les représenter dans un dialogue avec la Russie sur l'Ukraine, a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, au journaliste Pavel Zaroubine. Selon lui, les Européens doivent mettre fin à leurs positions contradictoires pour convaincre Moscou de leur volonté de parvenir à la paix. Il a également critiqué leurs divisions internes, affirmant qu'ils « se déchirent comme des araignées dans un bocal » dès que l'un d'entre eux établit des contacts avec la Russie.

LA BOUCLE EST BOUCLÉE» : POUTINE IRONISE SUR LA POSITION EUROPÉENNE CONCERNANT LA SÉCURITÉ EN UKRAINE

Vladimir Poutine a critiqué ce qu'il considère comme une contradiction dans la position des Européens sur le règlement du conflit ukrainien. Selon lui, ils se disent prêts à conclure la paix après un accord, tout en envisageant ensuite de déployer des troupes en Ukraine, ce qui entraînerait, d'après Moscou, une reprise des hostilités. «La boucle est bouclée», a ironisé le président russe, reprenant une ancienne plaisanterie sur la corruption en Ukraine pour illustrer son propos.

Vladimir Poutine a déclaré que les questions territoriales liées au conflit ukrainien étaient soulevées par différentes parties, tout en affirmant que Moscou accordait davantage d'importance aux populations concernées. Selon le président russe, la priorité est de permettre aux habitants de vivre conformément à leurs valeurs. Vladimir Poutine a averti qu'un éventuel déploiement de troupes européennes



sur le territoire ukrainien entraînerait une reprise des hostilités. «Si des troupes européennes sont déployées en Ukraine, la guerre reprendra», a déclaré le président russe, réaffirmant son opposition à toute présence militaire étrangère dans le pays.

Vladimir Poutine a proposé d'inviter des journalistes étrangers, notamment américains, à participer à une mission humanitaire à Konstantinovka, dans le Donbass. Selon le président russe, entre 400 et 500 civils se trouveraient encore dans la ville. Moscou propose de procéder à leur évacuation dans le cadre de cette opération.

L'UNION EUROPÉENNE VEUT PARTICIPER AUX NÉGOCIATIONS SUR L'UKRAINE, MAIS SES DIRIGEANTS PEINENT À DÉSIGNER UN ÉMISSAIRE

À Dublin, le 13 novembre, le débat oppose trois camps, rapporte Politico. António Costa et Kaja Kallas sont envisagés, tandis que Paris et Berlin tiennent à conserver leurs propres contacts avec Moscou. Le 13 novembre, les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne (UE) se retrouvent à Dublin, en Irlande, pour une réunion informelle du Conseil européen. L'intelligence artificielle devait occuper la place centrale, mais le sujet de la participation de l'Europe dans les négociations sur l'Ukraine s'est invité à la discussion. Après les pourparlers d'Abou Dhabi, menés sans eux, les Européens veulent retrouver un siège à la table. Le choix de leur porte-parole les divise. Certains préfèrent confier les discussions à un responsable des institutions de l'UE. Paris et Berlin tiennent, eux, à garder leurs propres contacts avec Moscou. Politico distingue trois camps. Trois camps, aucune voix commune Le premier groupe soutient António Costa, président du Conseil européen, l'institution qui réunit les dirigeants des 27 États membres. L'Estonie, la Pologne et le Luxembourg voient en lui un candidat responsable devant les capitales. Giorgia Meloni, Première ministre italienne, n'exclut pas non plus ce choix. La France et l'Allemagne ne veulent pas laisser aux institutions de Bruxelles le monopole des discussions. Emmanuel Macron et Friedrich Merz souhaitent conserver leurs propres canaux diplomatiques. Berlin défend le format E3, qui réunit l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, même si ce dernier ne fait plus partie de l'UE. Le 12 novembre à Dublin, Emmanuel Macron a déclaré : « Il faut donc qu'on reprenne l'initiative de la discussion avec la Russie, en Européens, et c'est à ce moment-là que le format sera défini. » Le président français veut d'abord une position commune avant de choisir qui la portera. Un troisième camp mise sur Kaja Kallas, responsable de la diplomatie de l'UE. Sa ligne dure envers la Russie ne convainc toutefois pas tous les Européens. Selon Politico, un diplomate a jugé sa candidature si peu crédible qu'il l'a qualifiée de plaisanterie.

R. I.

Post scriptum

Par : B. Khemis

Réseaux criminels sur le net, le monde appelé à coopérer

Le crime n'a plus de frontières, plus de visage, plus d'adresse. Il se cache derrière des écrans, des pseudonymes, des cryptomonnaies et des serveurs situés à des milliers de kilomètres. Drogue, armes, désinformation, sabotage, incitation à la violence : les réseaux criminels activant sur le net sont devenus l'une des plus grandes menaces pour la sécurité des États. L'Algérie, comme beaucoup d'autres pays, est visée. Ces dernières années, elle a été confrontée à des campagnes de désinformation, à des tentatives de déstabilisation, à des appels à la violence relayés sur les réseaux sociaux, et à des actes similaires dont les derniers incendies de forêts ont été l'un des épisodes les plus douloureux. Des enquêtes ont mis en évidence l'existence de réseaux, parfois basés à l'étranger, qui utilisent Internet pour recruter, financer, coordonner et diffuser des contenus visant à attiser la panique, à détruire la confiance et à porter atteinte à la stabilité nationale.

Les incendies ne sont pas seulement un drame écologique. Quand ils sont provoqués, attisés ou instrumentalisés en ligne, ils deviennent une arme. Des vidéos truquées, des fausses alertes, des appels à mettre le feu, des comptes anonymes qui célèbrent la destruction : c'est toute la panoplie de la guerre hybride, où le net devient un champ de bataille. Face à ce fléau, l'Algérie a appelé à plusieurs occasions les pays à multiplier leur coopération pour faire face à ces réseaux. Alger plaide pour une coopération sécuritaire renforcée, un échange d'informations plus rapide, une entraide judiciaire efficace, et une responsabilité plus grande des plateformes numériques. Car aucun pays, seul, ne peut lutter contre un réseau qui opère depuis plusieurs continents à la fois. Cet appel trouve aujourd'hui un écho dans une vaste opération internationale qui vient de frapper le dark web. Une vaste opération internationale contre les réseaux criminels actifs sur le dark web a conduit à l'arrestation de 354 personnes dans plusieurs pays, ainsi qu'à la saisie de plusieurs tonnes de stupéfiants, d'armes à feu et d'importants avoirs financiers, ont annoncé jeudi les autorités européennes et américaines. Baptisée « TorNado » et coordonnée par l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des services répressifs (Europol), l'opération s'est déroulée entre mai 2025 et octobre 2026, avec la participation des forces de l'ordre de 14 pays.

Selon Europol, les arrestations ont principalement été effectuées aux États-Unis, avec 132 interpellations, suivis du Royaume-Uni (59), de la Hongrie (45), de l'Allemagne (41) et de la France (23).

Les investigations visaient notamment des vendeurs et des acheteurs utilisant des plateformes clandestines pour commercialiser des stupéfiants et d'autres produits illicites. Les plateformes visées s'appelaient Archetyp, Nemesis, Tor2Door, Bohemia et Kingdom. Elles fonctionnaient comme de véritables supermarchés du crime : drogues, faux papiers, armes, données volées, services de piratage, le tout payé en cryptomonnaies pour brouiller les pistes.

En Europe, les autorités ont saisi plus de 60 millions d'euros en espèces et en cryptomonnaies, 950 kg de drogues illicites, dont des amphétamines, de la cocaïne, de la kétamine, des champignons à psilocybine, de la MDMA et du cannabis, ainsi que 57 armes à feu.

Aux États-Unis, les forces de l'ordre ont saisi plus de 4,8 tonnes de drogues illicites, 152 armes à feu et plus de 150 millions d'euros.

« Operation TorNado confronted one of the most urgent public safety threats of our time : the trafficking of fentanyl and other deadly drugs through the dark web », a déclaré le directeur adjoint du FBI, Christopher Raia. Le fentanyl, en particulier, fait des ravages aux États-Unis, avec des dizaines de milliers de morts par overdose chaque année.

L'opération TorNado prouve trois choses.

D'abord, que le dark web n'est pas impénétrable. Malgré le chiffrement, les VPN et les cryptomonnaies, les enquêteurs parviennent, par le recoupement, l'infiltration et l'analyse forensique, à remonter jusqu'aux vendeurs et aux acheteurs. Ensuite, que le crime en ligne est un système. Quand une plateforme tombe, une autre renaît. C'est pourquoi il faut frapper non seulement les sites, mais aussi les réseaux financiers, les messageries cryptées et les boutiques de vendeurs uniques, comme l'a fait Europol. Enfin, que la coopération est la seule arme efficace. 14 pays, des centaines de perquisitions, un partage d'informations en temps réel : sans cette coordination, TorNado n'aurait pas été possible.

C'est exactement ce que demande l'Algérie : multiplier la coopération. Car les réseaux qui visent l'Algérie, par la désinformation, l'incitation aux incendies, le trafic de drogue ou le financement occulte, utilisent les mêmes outils que ceux démantelés par TorNado : anonymat, cryptomonnaies, serveurs à l'étranger, plateformes fermées.

La lutte ne peut donc pas être seulement technique. Elle doit être juridique, diplomatique et éducative : harmoniser les législations, obliger les plateformes à coopérer, former les enquêteurs, et sensibiliser les citoyens, en particulier les jeunes, aux dangers de la manipulation en ligne. Les incendies, les fake news, le trafic de drogue sur le dark web, ce sont les visages d'un même fléau : un crime sans frontières qui prospère sur l'anonymat.

L'opération TorNado montre qu'il peut être vaincu, à condition que les États agissent ensemble, comme l'Algérie le réclame depuis longtemps.

B. KH.